

13171

ORGANISATION OF AFRICAN UNITY



ORGANISATION DE L'UNITE AFRICAINE

B.P. 3243

منظمة الوحدة الافريقية

الامانة

الامم المتحدة

اللجنة الاقتصادية لافريقيا

ADDIS-ABEBA  
ETHIOPIA

NATIONS UNIES  
COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE



UNITED NATIONS  
ECONOMIC COMMISSION FOR AFRICA  
P. O. Box 3001

Distr. LIMITEE

ECA/OAU/AMSA.V/20  
Octobre 1989

FRANCAIS  
Original : ANGLAIS

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE/  
ORGANISATION DE L'UNITE AFRICAINE

Cinquième réunion de la Conférence des  
ministres africains des Affaires sociales

Arusha, Tanzanie, 23-30 octobre 1989

RAPPORT PORTANT SUR LA MISE EN OEUVRE DES STRATEGIES  
D'ARUSHA POUR LA PROMOTION DE LA FEMME EN AFRIQUE:  
PERSPECTIVE REGIONALE

PREMIERE PARTIE

## TABLE DES MATIERES

	<u>Page</u>
I. INTRODUCTION .....	1
II. EGALITE, DEVELOPPEMENT ET PAIX .....	3
A. Egalité .....	3
B. Développement .....	3
C. Paix .....	4
III. PARTICIPATION DES FEMMES DANS LES DIFFERENTS SECTEURS DU DEVELOPPEMENT NATIONAL : EXAMEN DES RESULTATS .....	5
A. Education et formation .....	5
B. Emploi .....	11
i) Industrie .....	20
ii) Secteur informel .....	20
C. Agriculture et production alimentaire .....	21
D. Population, santé et nutrition .....	23
E. Environnement .....	25
F. Participation de la femme à la prise de décisions et à la vie politique .....	26
IV. DROIT ET LEGISLATION .....	28
V. ROLE DES ORGANISATIONS NON GOUVERNEMENTALES, ORGANISATIONS ET INSTITUTIONS SOUS-REGIONALES DANS LA MISE EN OEUVRE DES STRATEGIES .....	31
a) Organisations non gouvernementales africaines .....	31
b) Organismes gouvernementaux .....	31
c) Organisations et institutions sous- régionales .....	32
i) Organisations sous-régionales .....	33
ii) Institutions sous-régionales et nationales .....	33

# TABLE DES MATIERES (suite)

	<u>Page</u>
VI.      ROLE DU CENTRE AFRICAIN DE RECHERCHE ET DE FORMATION POUR LA FEMME (CARFF) DANS LA MISE EN OEUVRE DES STRATEGIES D'ARUSHA .....	33
a)    Au niveau sous-régional .....	34
b)    Suivi des conditions socio-économiques .....	34
c)    Informations sur la femme en Afrique .....	35
VII.     ROLE DES DIVERSES INSTITUTIONS SPECIALISEES DES NATIONS UNIES DANS LA MISE EN OEUVRE DES STRATEGIES .....	37
A.    UNIFEM .....	37
B.    PNUE .....	40
C.    ONUDI .....	41
D.    FNUAP .....	42
E.    HCR .....	44
F.    FAO .....	46
G.    OMS .....	47
VIII.    CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS .....	49

## I. INTRODUCTION

1. L'élan donné par les Nations Unies aux activités en faveur de la promotion de la femme, d'abord par la déclaration de l'Année internationale de la femme (1975), et ensuite par la Décennie des Nations Unies pour la femme (1976-1985), a eu pour résultat la réalisation d'un nombre considérable d'études, de recherches et de mesures. Ces activités ont permis de sensibiliser l'opinion aux questions de la femme, de mettre en place des structures, et d'établir l'interdépendance entre ces questions et presque tous les problèmes contemporains, produisant ainsi toute une série de perspectives, de points de vue, d'orientations et d'objectifs.
2. A la fin de la Décennie de la femme, la Conférence mondiale de Nairobi a procédé à l'examen et à l'évaluation des résultats obtenus et des problèmes rencontrés. Une série de mesures concrètes compilées dans un document intitulé "Stratégies prospectives de Nairobi pour la promotion de la femme (NFLS) ont été adoptées. L'adoption des stratégies prospectives de Nairobi par la Conférence mondiale en 1985 et par l'Assemblée générale des Nations Unies dans sa résolution 44/103 du 13 décembre 1985 marque une étape décisive dans ce processus. Les stratégies de Nairobi sont basées sur les trois objectifs de la Décennie des Nations Unies pour la femme à savoir : l'égalité, le développement et la paix, et sur le principe de l'interdépendance et du renforcement mutuel de ces objectifs.
3. Grâce aux stratégies globales et aux nombreuses résolutions des Nations Unies, la situation de la femme en Afrique a été, depuis le début des années 70 l'objet de maintes études. Plusieurs mois avant la Conférence mondiale (1985) et l'adoption des stratégies prospectives de Nairobi, une conférence africaine régionale préparatoire à la Conférence mondiale chargée d'examiner et d'évaluer les résultats de la Décennie des Nations Unies pour la femme, Egalité, Développement et Paix, s'est tenue à Arusha, Tanzanie, en octobre 1984. Cette conférence qui était organisée conjointement par la Commission économique pour l'Afrique (CEA) et l'Organisation de l'unité africaine (OUA), a adopté les "Stratégies d'Arusha pour la promotion de la femme en Afrique au-delà de la Décennie des Nations Unies pour la femme".
4. Faisant un appel aux gouvernements pour une action immédiate, la Conférence a adopté une résolution intitulée "Mise en oeuvre des stratégies d'Arusha pour la promotion de la femme"<sup>1</sup>. Dans le paragraphe deux de cette résolution, la Conférence "prie tous les Etats africains de prendre toutes mesures propres à adapter leurs plans nationaux de développement aux objectifs et à l'approche intégrée des stratégies prospectives d'Arusha". Ces stratégies ont été également examinées par la Conférence des ministres de la CEA en 1985. Aux termes du paragraphe 4 de la résolution 535 (XX) sur la femme et le développement en Afrique

---

<sup>1</sup> Rapport de la réunion intergouvernementale régionale préparatoire à la Conférence mondiale chargée d'examiner et d'évaluer les résultats de la Décennie des Nations Unies pour la femme : Egalité, Développement et Paix (troisième Conférence régionale sur l'intégration de la femme au développement. Doc. E/ECA/RC/WD/OUA/14 Arusha, Tanzanie, 27 octobre 1984.

adoptée le 29 avril 1985 par la Conférence des ministres lors de sa onzième réunion: La Conférence des ministres : "adopte le rapport de la troisième Conférence régionale sur l'intégration de la femme au développement et demande aux gouvernements et institutions appropriées de démarrer la mise en oeuvre des stratégies d'Arusha pour la promotion de la femme en Afrique au-delà de la Décennie des Nations Unies pour la femme contenues dans ledit rapport"<sup>2</sup>.

5. Les principaux objectifs des stratégies d'Arusha sont incorporés dans les stratégies prospectives de Nairobi; ces deux séries de stratégies se complètent dans plusieurs domaines relatifs aux préoccupations exprimées et aux mesures recommandées en vue d'apporter des solutions à certains problèmes de la femme. Les stratégies d'Arusha servent cependant de principes directeurs pour la planification de l'intégration totale de la femme au développement avec une attention particulière aux secteurs suivants : agriculture et production alimentaire, impact de la désertification, santé, éducation et mise en valeur des ressources humaines, industrie et environnement.

6. Après l'adoption des stratégies d'Arusha et de la résolution 535 par la Conférence des ministres de la CEA en 1985, il devenait indispensable de mettre au point des politiques et des programmes permettant de traduire les stratégies en actions concrètes. Lorsque nous faisons une rétrospective sur les (presque) cinq dernières années, il convient d'examiner et d'évaluer les programmes qui ont été entrepris pour la mise en oeuvre des stratégies, de systématiser les connaissances acquises et de stimuler un engagement plus déterminant dans l'application des mesures et des stratégies.

7. Par conséquent, le présent rapport a pour objectif l'évaluation des activités effectuées et entreprises dans le cadre de la mise en oeuvre des stratégies, ainsi que les résultats obtenus plus précisément au cours de la période 1984-1989. Cette évaluation se base sur les informations fournies par : les Etats membres, les institutions et organismes des Nations Unies par l'intermédiaire des réponses fournies aux questionnaires de la CEA; les divers rapports sur la femme et le développement, les publications de la CEA. Les questions de politique, les objectifs, les approches et les perspectives à long terme des organisations et gouvernements participants sont examinés et les tendances soulignées. Le rapport fait également l'analyse sectorielle des activités entreprises par les gouvernements, les institutions spécialisées des Nations Unies, les organisations et institutions non gouvernementales, en mettant l'accent sur les problèmes et difficultés rencontrés au cours de la mise en oeuvre des stratégies.

8. La Partie II du rapport présente le cadre de travail conceptuel pour la réalisation des objectifs à long terme des stratégies notamment : l'Egalité, le Développement et la Paix. La Partie III porte sur l'examen des activités réalisées et en cours de réalisation par gouvernement et par secteur, dans le cadre de la mise en oeuvre des stratégies. La Partie IV est consacrée à l'étude des questions

---

<sup>2</sup> Commission économique pour l'Afrique rapport annuel 29 mai 1984 - 29 avril 1985 : Conseil économique et social. Documents officiels. Supplément no. 15 Nations Unies.

relatives au droit et à la législation, tandis que les Parties V, VI et VII examinent respectivement le rôle des organisations et institutions non gouvernementales; le Centre africain de recherche et de formation pour la femme et ses structures régionales et sous-régionales; les institutions des Nations Unies dans la mise en oeuvre des stratégies. Rappelons que le rapport contient des informations provenant des institutions et organismes des Nations Unies qui sont parvenues au CARFF à temps et avant sa mise en forme définitive. La Partie VIII contient les conclusions et les projets de recommandations soumis à l'examen des gouvernements et des organisations.

## II. EGALITE, DEVELOPPEMENT ET PAIX

### A. Egalité

9. Les stratégies d'Arusha se réfèrent à la condition telle qu'elle est définie par la société, aux rôles attribués à chaque sexe et la position de la femme vis-à-vis des hommes que l'on pourrait considérer comme obstacles idéologiques ou de comportement à la réalisation de l'égalité<sup>3</sup>. La méconnaissance du double rôle des femmes en tant que procréatrices et responsables de l'entretien de leur famille et partant, l'absence des services d'appui appropriés constituent les principaux obstacles à l'égalité. Les stratégies prospectives de Nairobi définissent l'égalité dans la participation économique et sociale. La participation aux sphères économiques et sociales de la vie veut dire la contribution de chacun à toutes les activités économiques et sociales, le partage des résultats qui en découlent et sa participation à la prise des décisions en tant que membre à part entière de la société<sup>4</sup>. Il faudra par conséquent promouvoir l'égalité totale des femmes et leur libre accès à tous les secteurs du développement en tant qu'agents actifs et bénéficiaires du développement, et à tous les domaines d'éducation, de formation et d'emploi. Les gouvernements et organisations devront prendre toutes les mesures nécessaires pour assurer aux femmes l'égalité au travail dans les mêmes conditions que les hommes ainsi que l'accès à toutes les activités économiques.

10. Les résultats obtenus en ce qui concerne l'égalité dans la participation économique et sociale, conformément à la définition et aux recommandations des stratégies d'Arusha et de Nairobi sont très inégaux. Le présent rapport analyse des secteurs sélectionnés de la vie économique et sociale qui se rapportent plus particulièrement aux femmes et à l'égalité.

### B. Développement

11. Le développement en tant que l'un des objectifs à long terme des stratégies d'Arusha et de Nairobi doit être analysé dans le contexte africain. L'objectif fondamental du développement en Afrique est d'assurer le bien-être de l'ensemble

---

<sup>3</sup> UNECA/OUA, Stratégies d'Arusha pour la promotion de la femme en Afrique au-delà de la Décennie des Nations Unies pour la femme. Addis-Abeba, UNCEA, juin 1985.

<sup>4</sup> Rapport du Secrétaire général, E/CN.6/1985/5.

des populations par l'amélioration soutenue du niveau de vie<sup>5</sup>. Le développement doit être mené et soutenu par les populations elles-mêmes à travers leur participation totale et active<sup>6</sup>. La promotion de la femme telle que définie dans le Plan d'action mondial en vue de la réalisation des objectifs de l'Année internationale de la femme élaborés en 1975, est une partie intégrante du développement économique, social et politique de l'Afrique.

12. Le développement de l'Afrique est inextricablement lié à la promotion des femmes car celles-ci forment l'autre jambe indispensable dont l'Afrique a besoin pour marcher et se développer intégralement. A ce sujet, le Président Mwalimu Julius Nyerere disait<sup>7</sup> : "... Ainsi, tout comme l'épanouissement des femmes en Afrique est fonction du développement économique national, le développement économique dépend aussi des femmes africaines et ne peut être réalisé sans elles. Un unijambiste ne peut aller ni très loin ni très vite; comment pouvons-nous envisager le développement d'une nation avec la moitié de la population ? La réalité cependant, c'est que les femmes sont généralement laissées pour compte lorsqu'on traite des besoins en matière de développement et lorsqu'on définit les moyens de réaliser ce développement...".

13. Par conséquent, la promotion de la femme n'est pas une tâche facile. Elle est multiforme et fait appel à l'utilisation productive des ressources naturelles et des talents de l'homme pour améliorer le bien-être des populations. Elle a pour but: l'autosuffisance alimentaire, l'exploitation judicieuse et la conservation des ressources naturelles, l'eau potable et l'hygiène adéquate, énergie disponible et à un prix abordable, l'habitat décent, les soins de santé rapidement accessibles, les infrastructures d'éducation et de formation, les services des transports et communications, l'emploi et le revenu permanents. L'amélioration de la qualité de la vie de tous les êtres humains constitue son objectif ultime.

14. Il ressort de ce qui précède que c'est pour améliorer les conditions socio-économiques de la femme en Afrique dans le processus de développement que les gouvernements africains ont adopté les stratégies d'Arusha qui devaient servir de principes directeurs pour la planification de l'intégration totale de la femme au développement.

### C. Paix

15. La paix est étroitement liée à l'égalité et au développement. Le développement ne peut se faire sans la paix et l'égalité. Le colonialisme, le racisme, l'agression, la violence, l'apartheid, la violation flagrante des droits de l'homme, la

---

<sup>5</sup> Cadre africain de référence pour les programmes d'ajustement structurel en vue du redressement et de la transformation socio-économiques (CARPAS).

<sup>6</sup> Ibid.

<sup>7</sup> UNECA/OUA, Stratégies d'Arusha pour la promotion de la femme en Afrique, Addis-Abeba, UNECA, 1985.

discrimination fondée sur le sexe sont les principaux obstacles au progrès de l'humanité en général et à l'épanouissement de la femme en particulier<sup>8</sup>.

16. Il ne peut y avoir de paix universelle sans la participation totale et égale des femmes à tous les secteurs du développement, en particulier à la prise des décisions relatives à la paix. Les femmes ont joué et continuent à jouer un rôle de premier plan dans les luttes de libération en Afrique, pour libérer tous les peuples africains en général de la pauvreté, de l'ignorance, de la maladie, de l'exploitation et de l'oppression. Pourtant, l'émancipation de la femme africaine dans le continent reste du domaine du rêve, en raison de la domination coloniale et traditionnelle et des autres obstacles socio-culturels qui existent encore au grand détriment des femmes.

17. L'adoption des stratégies d'Arusha et de Nairobi en 1984 et 1985 respectivement en ce qui concerne la paix notamment, prouve que beaucoup reste encore à faire pour renforcer la paix et la sécurité nécessaires au développement aux niveaux national, régional et global.

18. Après avoir analysé l'égalité, le développement et la paix qui sont les trois objectifs à long terme des stratégies pour la promotion de la femme, nous allons maintenant procéder à l'examen et à l'évaluation de la mise en oeuvre des stratégies qui traduisent l'égalité et le développement en particulier dans le rapport.

### III. PARTICIPATION DES FEMMES DANS LES DIFFERENTS SECTEURS DU DEVELOPPEMENT NATIONAL : EXAMEN DES RESULTATS

#### A. Education et formation

19. L'éducation est le principal facteur de l'économie moderne qui sert à déterminer le niveau de participation des femmes dans les différents secteurs de l'économie. Dans l'économie moderne, chacun doit posséder un certain niveau d'éducation pour pouvoir accéder à un emploi raisonnablement bien payé ou pour mettre effectivement à profit les diverses possibilités économiques qui existent. Les femmes doivent avoir une éducation et une formation pour entrer dans le marché du travail et y jouer leur rôle sur un pied d'égalité avec les hommes, pour pouvoir jouir de leurs droits et participer à la vie politique et sociale.

20. On a enregistré un accroissement important du nombre de filles et de femmes parmi les élèves et les étudiants et constaté par ailleurs que les femmes entreprennent des études de plus en plus avancées. Cependant, on compte encore très peu de femmes dans certains domaines d'activités dont l'accès est, dans la plupart des cas, limité uniquement aux candidats ayant des titres universitaires.

---

<sup>8</sup> Stratégies prospectives de Nairobi pour la promotion de la femme. Nations Unies, avril 1986.



Par exemple, il est encore très difficile pour les femmes d'évoluer dans les professions qui confèrent la célébrité et le pouvoir, plus particulièrement lorsqu'elles sont bien rémunérées<sup>9</sup>.

21. Les tableaux 1 et 2 montrent les effectifs scolaires dans l'enseignement primaire et secondaire de 1982 à 1986 respectivement. Lorsqu'on examine les deux tableaux, l'accroissement des effectifs des filles aux deux niveaux ne fait aucun doute. Comme le montre le tableau 1, le nombre des filles dans certains pays à l'instar du Botswana, Lesotho et Swaziland est légèrement supérieur à celui des garçons. Aux niveaux post-secondaire et universitaire ou supérieur, il persiste encore un grand déséquilibre entre le nombre des filles et celui des garçons.

22. En ce qui concerne l'enseignement technique, beaucoup de pays africains ont mis l'accent sur son importance dans le développement national. Cependant, le nombre de filles inscrites à l'enseignement technique demeure très faible. Des études menées récemment au Kenya, en Sierra Leone et au Swaziland sur les femmes dans les professions scientifiques ont révélé la représentation insuffisante des filles et des femmes dans les programmes de formation et les professions scientifiques et techniques<sup>10</sup>.

23. Il ressort de l'examen des résultats obtenus depuis l'adoption des stratégies d'Arusha et depuis leur mise en oeuvre que peu de pays africains ont réalisé un effectif égal de filles et de garçons au niveau primaire et un accroissement de la proportion des filles au niveau secondaire. Cependant, les écoles normales ont enregistré un accroissement du nombre de femmes dans beaucoup de pays. Le grand retard qu'accusent de nombreux pays se situe au niveau des institutions de l'enseignement supérieur où persiste encore un profond déséquilibre entre le nombre d'étudiantes et celui d'étudiants.

24. Certes, on a observé un accroissement de la proportion des filles, mais l'étude révèle par ailleurs que dans beaucoup de pays de la région, le nombre de filles décroît aux niveaux post-secondaire et universitaire, en raison de l'abandon des études par les filles. Certains facteurs sociaux et culturels constituent un obstacle pour les filles qui pourraient faire des études supérieures. Ces facteurs sont notamment : l'accroissement du taux de grossesses d'adolescentes dans les écoles secondaires, le mariage précoce qui demeure la principale cause des abandons des études par les filles, et la crise économique actuelle. Il ressort des rapports que dans certaines régions, la préférence est donnée aux fils plutôt qu'aux filles quand il n'y a pas suffisamment d'argent pour les frais de scolarité, surtout au-delà de l'enseignement primaire.

---

<sup>9</sup> UNESCO: Survey on the Representation of Women in Higher Education, Research, Educational Planning, Administration and Management, March 1987.

<sup>10</sup> Women and Scientific Professions in Africa: The Case of Kenya, Sierra Leone and Swaziland. Commissioned by ECA, September 1988.

**Tableau 1. Effectifs scolaires au niveau de l'enseignement primaire**  
(en milliers)

Sous-région - pays	Garçons					Filles				
	1982	1983	1984	1985	1986	1982	1983	1984	1985	1986
<b>AFRIQUE DU NORD</b>	8 309	8 561	8 693	8 987*	9 284*	5 865*	6 134	6 278	6 482*	6 714
Algérie	1 867	1 914	1 946	1 991*	2 035*	1 375	1 423	1 469	1 502*	1 535
Egypte	2 949	3 084	3 248	3 401*	3 569*	2 088	2 247	2 352	2 483*	2 578
Jamahiriya arabe libyenne	360	389	417	437*	454*	342	354	389	385*	402
Maroc	1 521	1 536	1 415	1 430*	1 447*	822	931	864	878*	887
Soudan	938	944	971	1 001*	1 030*	843	855	875	895*	916
Tunisie	858	874	886*	727*	758*	495	524	549	571*	588
<b>AFRIQUE DE L'OUEST</b>	11 983	11 790	11 959*	12 202*	12 457*	8 691	8 807	8 906*	9 100*	9 301
Bénin	289	287	296	296	296	139	142	148	148*	159
Burkina Faso	145	175	198	221*	248*	92	102	115	130*	145
Cap-Vert	28	28	28*	28*	30*	27	27	28*	28*	28
Côte d'Ivoire	673	684	713	743*	775*	482	478	498*	517*	538
Gambie	34	38	41*	46*	52*	19	23	25	28*	31
Ghana	867	930	825	827*	834*	808	723	640	650*	655
Guinée	167	168	193	201*	207*	81	80	91	95*	97
Guinée-Bissau	50	50	50*	50*	50*	24	25	26*	26*	26
Liberia	155	163	171	180*	189*	95	100	105	110*	115
Mali	187	188	190	192*	193*	109	111	112	113*	114
Mauritanie	65	68	72	75*	79*	42	44*	46*	48*	51
Niger	167	187	175	183*	191*	86	94	98*	103*	108
Nigéria	8 348	8 052	8 175*	8 297*	8 420*	6 307	6 332	6 423*	6 518*	6 616
Sénégal	273	298	320	338*	353*	180	198	213	234*	255
Sierra Leone	208	218	230	242*	255*	143	151*	160*	168*	177
Togo	297	278	281*	284*	287*	195	179	181*	183*	185
<b>AFRIQUE CENTRALE</b>	4 717	4 849	5 029*	5 206*	5 404*	3 550	3 696	3 886*	4 018*	4 169
Burundi	152	180	203	211*	219*	101	121	141	148*	153
Cameroon	878	851	891	921*	960*	699	713	744	784*	819
République centrafricaine	178	192	203	215*	228*	95	99	105	111*	117
Tchad	197	204	209	218*	226*	72	75	79	81*	84
Congo	217	229	238	243*	253*	206	214	223	234*	243
Guinée équatoriale	26	32	34	36*	38*	24	30	32	34*	36
Gabon	84	87	81	94*	98*	82	85	87	90*	94
Rwanda	386	402	407	417*	428*	361	360	375*	385*	395
Sao Tome-et-Principe	8	8	8	8*	9*	8	8	8*	8*	8
Zaire	2 593	2 664	2 747	2 843*	2 943*	1 902	1 991	2 072*	2 145*	2 220

**Tableau I. Effectifs scolaires au niveau de l'enseignement primaire**  
(en milliers) (suite)

Sous-région - pays	Garçons					Filles				
	1982	1983	1984	1985	1986	1982	1983	1984	1985	1986
<b>AFRIQUE ORIENTALE ET</b>										
<b>AUSTRALE</b>	11 371	11 553	11 982*	12 477*	12 970*	9 488	9 774	10 112*	10 620*	11 011*
Angola	842	886*	887*	729*	784*	536	587*	594*	622*	651*
Botswana	88	92	99	108	113*	89	108	111	117	123*
Comores	38*	40*	43*	44*	47*	27	28	29	31*	32*
Djibouti	12	13	14*	15*	16*	8	9	10	11*	12*
Ethiopie	1 587	1 561	1 684*	1 721*	1 814*	924	937	949*	1 054*	1 112*
Kenya	2 179	2 250	2 289	2 435	2 513	2 008	2 074	2 111	2 288	2 331
Lesotho	119	128	131	138	142	159	164	166	175	177
Madagascar	884	885	935	957	1 004	783	817	863	883	928
Malawi	502	488	515	530*	550*	387	359	384	401*	415*
Maurice	89	88	87	71	73	88	88	87	70	71
Mozambique	712	687	684*	728*	780*	535	486	523*	548*	573*
Seychelles	7	7	7	7*	7*	7	7	7	7*	7*
Somalie	142	142	143	144*	145*	77*	78*	80*	81*	82*
Swaziland	82	84	87	70*	74*	82	84	87	70*	74*
Tanzanie	1 818	1 828	1 845	1 878*	1 911*	1 687	1 725	1 772*	1 804*	1 837*
Ouganda	828	864	1 009	1 057*	1 107*	688	728	782*	797*	834*
Zambie	584	632	683	693*	728*	528	582	587*	615*	643
Zimbabwe	980	1 080	1 100	1 155*	1 204*	915	984	1 030	1 088*	1 111*
<b>TOTAL POUR L'AFRIQUE</b>	<b>38 380</b>	<b>38 753</b>	<b>37 863*</b>	<b>38 872*</b>	<b>40 115*</b>	<b>27 594</b>	<b>28 411</b>	<b>28 182*</b>	<b>30 230*</b>	<b>31 195*</b>

Source : Secrétariat de la CEA.

\* Indique les estimations en nombre.

... Données non disponibles.

Tableau 2. Effectifs scolaires au niveau de l'enseignement secondaire  
(nombre)

Sous-région - pays	Garçons				Filles			
	1982	1983	1984	1985	1982	1983	1984	1985
AFRIQUE DU NORD	...	...	...	...	...	...	...	...
Algérie	...	898 562	1 001 399*	1 128 961*	...	574 000	640 000*	722 000
Egypte	1 890 000	1 953 000	...	...	1 199 000	1 249 000	...	...
Jamshiriya arabe libyenne	199 828	...	...	...	141 000	...	...	...
Maroc	590 891	631 993	663 999	723 907	377 000	414 000	446 000	485 000
Soudan	273 814	287 981	302 698	...	182 000	200 000	219 000	...
Tunisie	221 550	238 712	253 044	274 050	134 000	149 000	166 000	184 000
AFRIQUE DE L'OUEST	...	...	...	...	...	...	...	...
Bénin	38 804*	87 958*	85 318	...	36 881	35 928	35 286	...
Burkina Faso	21 635	23 567	28 498	35 574	10 970	12 337	15 345	17 891
Cap-Vert	...	2 815*	...	...	...	1 878*	...	...
Côte d'Ivoire	171 406	178 387	188 781	...	80 720	75 030	80 040*	...
Gambie	8 639	10 028	11 111	11 172	3 785	4 402	4 802	4 746
Ghana	755 710	471 848	466 551	512 283*	273 855	281 719	282 641	313 980
Guinée	88 880	70 433	73 984	88 261	25 888	27 286	27 157	24 463
Guinée-Bissau	8 754	7 816	7 378	...	1 678	1 818	2 006	...
Libéria	...	...	...	...	...	...	...	...
Mali	50 728	82 426	...	...	19 727*	20 792	...	...
Mauritanie	...	...	...	...	...	...	...	...
Niger	32 017*	33 032*	...	...	13 077*	14 156*	...	...
Nigéria	2 528 044	2 599 881*	...	...	887 142*	961 526*	...	...
Sénégal	73 581	78 357	81 358	...	36 358	37 204	40 138	...
Sierra Leone	...	...	...	...	...	...	...	...
Togo	98 302	78 902	89 106	...	26 804	25 084	21 884	...
AFRIQUE CENTRALE	...	...	...	...	...	...	...	...
Burundi	13 418	14 358	15 738	...	8 507	7 066	8 248	...
Cameroun	174 580	198 643	203 854	...	98 080	108 895	124 569	...
République centrafricaine	48 972	...	42 997	38 685	14 388	...	15 107	12 882
Tchad	...	...	38 687	...	...	...	8 945	...
Congo	123 732	118 401	118 435	125 725	85 983	83 182	86 473	96 908
Guinée équatoriale	3 825*	...	...	...	743	...	...	...
Gabon	18 857	21 458	...	...	13 035	14 704	...	...
Rwanda	9 662	9 784	10 852	11 898	5 148	4 997	5 691	8 235
Sao Tome-et-Principe	3 593	3 688	...	...	2 303	2 436	...	...
Zaïre	1 278 865	1 541 528	...	...	494 292	610 374	...	...

**Tableau 2. Effectifs scolaires au niveau de l'enseignement secondaire**  
(nombre)

Sous-région - pays	Garçons				Filles			
	1982	1983	1984	1985	1982	1983	1984	1985*
<b>AFRIQUE ORIENTALE ET</b>								
<b>AUSTRALE</b>								
Angola	...	...	...	...	...	...	...	...
Botswana	...	11 441	14 000	16 981	55 000*	14 000	17 000	19 000
Comores	...	...	...	...	...	...	...	...
Djibouti	3 744	4 049	4 197	4 323	2 185	2 282	...	2 718
Ethiopie	372 297	373 891	399 801	399 865	163 000	208 000	229 000	256 000
Kenya	287 435	308 108	318 893	271 068*	182 000	209 000	213 000	186 000
Lesotho	11 162	12 327	13 422	14 372	17 000	20 000	20 000	21 000
Madagascar	...	...	318 013*	...	...	...	212 000*	...
Malawi	14 826	16 318	17 413	...	6 000	6 000	7 000	...
Maurice	40 984	41 233	40 105	38 319	37 000	37 000	35 000	34 000
Mozambique	76 841	84 374	95 384	104 480	32 000	37 000	41 000	47 000
Seychelles	1 375	1 671	1 841	1 078	1 793	1 848	1 848	1 997
Somalie	43 008	41 821	...	...	20 934	21 434	...	...
Swaziland	...	...	...	...	13 000	14 000	...	...
Tanzanie	51 895	53 173	54 895*	60 412*	27 000	29 000	30 000	34 000
Ouganda	97 412	...	...	...	43 000	...	...	...
Zemle	71 273	...	...	...	...	39 000	...	...
Zimbabwe	133 852	107 397	...	...	94 000	129 000	...	...
<b>TOTAL POUR L'AFRIQUE</b>	...	...	...	...	...	...	...	...

Source : Secrétariat CEA.

\* Indique les estimations en chiffres.

... Données non disponibles.

25. En ce qui concerne les grossesses d'adolescentes, des études récentes menées par Benjamin Gyepi-Garbrah<sup>11</sup>, George Eshiwani<sup>12</sup> et Joan Amarteifio<sup>13</sup> ont révélé un accroissement du taux d'échecs scolaires des filles à tous les niveaux du système d'éducation.

26. Pour ce qui est de l'enseignement extra-scolaire, la participation des femmes a été supérieure à celle des hommes au cours des quelques dernières années dans plusieurs pays de la sous-région. La plupart de ces pays ont reconnu la nécessité de combattre l'analphabétisation et ont déployé des efforts considérables pour en réduire le taux à travers les programmes et les campagnes d'alphabétisation. Les femmes rurales étant pour la plupart des illétrées ou des semi-lettrées, l'éducation extra-scolaire a joué et joue encore un rôle déterminant dans l'amélioration de leurs aptitudes à utiliser les connaissances et techniques nouvelles indispensables au processus de développement. Dans la plupart des cas, l'approche adoptée par de nombreux pays en ce qui concerne l'enseignement extra-scolaire constituait à intégrer l'enseignement dans le programme global de formation en mettant l'accent sur l'alphabétisation fonctionnelle dans les domaines tels que la comptabilité, les activités génératrices de revenus, les programmes d'enseignement ménager, etc.

27. En résumé, il ne fait aucun doute que des progrès considérables ont été réalisés en ce qui concerne les inscriptions des filles dans les établissements scolaires. Ces progrès se traduisent non seulement par l'accroissement du nombre de filles dans le total des effectifs aux niveaux primaire et secondaire (voir tableau 1 et 2), mais aussi par l'accroissement des taux de participation féminine. Cependant, dans le cadre des objectifs à long terme : Egalité, développement et paix, ces progrès doivent être considérés essentiellement comme un moyen de réaliser des objectifs plus grands, notamment : comment, par une amélioration de l'accès à l'éducation, accroître les chances sur le marché de l'emploi, améliorer la condition de la femme dans la société, la santé infantile et familiale et accroître la participation des femmes dans la prise des décisions. Faire des investissements dans l'éducation des filles n'est pas une panacée, mais une contribution déterminante aux divers aspects de développement et égalité.

#### B. Emploi

28. Les études menées sur la participation de la femme dans ce secteur demeurent insuffisantes. Par ailleurs, les indices disponibles ne permettent pas d'évaluer tous les emplois occupés par les femmes; aussi, on a encore de la peine à obtenir les données pour appuyer ces indices établies au cours des dernières années. Cependant, avec le changement survenu dans la perception du rôle de la

---

<sup>11</sup> Benjamin Gyepi-Garbrah, Adolescent Fertility in Sub-Saharan Africa: An Overview., The Pathfinder Fund 1985.

<sup>12</sup> Eshiwani, George, Women and Scientific Professions in Africa: The Case of Kenya; Commissioned by ECA, September 1988.

<sup>13</sup> Joan, O. Amarteifio, Women and Scientific Professions in Africa: The Case of Sierra Leone, Commissioned by ECA, 1988.

rôle de la femme dans le développement socio-économique au cours de la décennie et compte tenu en particulier de la participation accrue des femmes dans le marché du travail, les gouvernements et les organisations internationales ont déployé des efforts concertés plus intensifs pour assurer le respect du principe de non-discrimination dans tous les domaines de l'emploi, de la formation et en ce qui concerne les conditions de travail.

29. Il ressort de l'examen des progrès réalisés depuis 1984 qu'en raison des incidences des politiques d'ajustement structurel, la plupart des gouvernements africains ont pris un minimum de mesures visant à créer des emplois pour les femmes dans le secteur moderne, afin de réduire les effectifs du secteur public et de freiner l'inflation et les autres facteurs économiques. Dans certains pays, les récentes mesures incluent : promotion des femmes méritantes et qualifiées aux postes de responsabilité; salaire intégral (aux mères qui travaillent) pendant les congés de maternité, recyclage et perfectionnement des femmes, etc.

30. Par conséquent, à la suite d'une série complexe de changements sociaux et économiques, le revenu de la femme à tous les niveaux, du secteur moderne au secteur non structuré ou informel de l'emploi, est devenu une nécessité économique pour une importante majorité des ménages dans le monde. Il est reconnu que plus la famille est pauvre, plus le revenu de la femme devient important. La crise économique a accentué la nécessité pour les femmes d'avoir un revenu, mais en même temps à rendu plus difficile l'obtention de ce revenu. L'accroissement rapide du chômage des hommes et des femmes ainsi que la détérioration généralisée du niveau de vie déjà bas en Afrique en particulier, ont aggravé la dépendance de la famille vis-à-vis des activités génératrices de revenu et autres activités d'appoint.

31. D'après la plus récente étude statistique de la CEA menée en 1987<sup>14</sup> sur les conditions socio-économiques de l'ensemble de la région, la répartition par secteur et par sexe de la population active est la suivante : le pourcentage des femmes employées dans l'agriculture était de 80,3 % en 1982 par rapport à 78,7 % en 1986; dans l'industrie 5,3 % en 1982 par rapport à 5,8 % en 1986; dans les services 14,5 % en 1982 par rapport à 15,6 % en 1986. Les tableaux 3, 4 et 5 sur la population active, (répartition par secteur) des femmes dans l'agriculture, les services et l'industrie, illustrent cette tendance. Le tableau 3 sur le secteur agricole indique que le pourcentage total de la participation des femmes était de 80,75 % en 1981, comparativement à 78,15 % en 1987. Bien que le pourcentage varie d'une sous-région à l'autre et d'un pays à l'autre, le tableau 3 indique une légère baisse du pourcentage de la participation des femmes de 1981 à 1987. On se serait attendu à une hausse des pourcentage de cette participation dans l'agriculture en 1987.

32. Cette baisse légère de la participation en agriculture pourrait être imputable à la sécheresse. La période de sécheresse la plus sévère se situe entre 1982 et 1985, lorsque 24 pays africains, de la zone soudano-guinéenne sub-humide allant de l'Afrique de l'Ouest jusqu'à la savane aride de l'Afrique orientale et australe,

---

<sup>14</sup> UNCEA, Etude des conditions économiques et sociales en Afrique, 1986-1987, Addis-Abeba, UNCEA 1988 (Doc. E/ECA/CM.14/4).

avaient été si durement frappés qu'ils ont dû lancer un appel à l'aide alimentaire d'urgence, à un moment ou à un autre. Dans la ceinture sahélienne par exemple, la production céréalière de 1987 avait enregistré une baisse de 12 % par rapport à 1986, dans les neuf pays membres du Comité inter-Etats de lutte contre la sécheresse dans le Sahel (CILSS) : Burkina Faso, Cap-Vert, Tchad, Gambie, Guinée-Bissau, Mali, Mauritanie, Niger et Sénégal<sup>15</sup>.

33. Le tableau 4 sur les services montre que le pourcentage total des femmes employées dans le secteur était de 14,15 % en 1981 par rapport à 15,95 % en 1987. Là encore, la situation varie d'une sous-région à l'autre et d'un pays à l'autre dans la sous-région. Par exemple, en Algérie, Egypte, Jamahiriya arabe libyenne (Afrique du Nord); Cap-Vert (Afrique centrale); Maurice et Seychelles (Afrique orientale et australe), on a un fort pourcentage de femmes travaillant dans le secteur des services.

34. Certes, le tableau 5 sur l'industrie montre que le pourcentage total des femmes employées dans ce secteur est passé de 5,10 % en 1981 à 5,9 % en 1987, mais dans l'ensemble et comme on peut le constater à partir du tableau 5, ce pourcentage est le plus bas si on le compare au pourcentage des secteurs de l'agriculture et des services. Cependant, comparativement à tous les autres pays africains, la Tunisie, le Maroc, l'Algérie et le Cap-Vert ont un fort pourcentage de femmes travaillant dans l'industrie.

35. Comme il ressort des données ci-dessus, des changements ont certes été enregistrés dans la répartition de la participation de la femme à la main-d'oeuvre, mais ces résultats sont bien en-deçà des recommandations des stratégies d'Arusha et de Nairobi relatives à la mobilité professionnelles et à la participation des femmes au développement.

---

<sup>15</sup> Redressement. No. 4 décembre, 1987.



**Tableau 3. Population active : Répartition sectorielle - Les femmes  
dans l'agriculture (pourcentage)**

Sous-région - pays	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987
<b>AFRIQUE DU NORD</b>	<b>43,85</b>	<b>43,10</b>	<b>42,35</b>	<b>41,70</b>	<b>41,10</b>	<b>40,35</b>	<b>39,65</b>
Algérie	9,95	9,45	8,90	8,40	7,90	7,40	6,90
Egypte	18,95	18,25	17,70	17,10	16,60	16,15	15,55
Jamahiriya arabe libyenne	38,20	36,55	34,85	33,20	31,50	30,95	30,50
Maroc	34,65	34,30	33,95	33,65	33,40	32,75	32,10
Soudan	86,40	85,70	85,05	84,35	83,75	82,80	82,05
Tunisie	31,75	30,40	29,10	27,75	26,40	25,60	24,80
<b>AFRIQUE DE L'OUEST</b>	<b>73,45</b>	<b>73,10</b>	<b>72,70</b>	<b>72,40</b>	<b>72,05</b>	<b>71,75</b>	<b>71,25</b>
Bénin	73,60	72,80	71,85	71,15	70,35	69,35	68,50
Burkina Faso	86,10	85,95	85,75	85,55	85,30	85,05	84,80
Cap-Vert	30,00	29,05	28,15	27,25	25,70	25,00	24,30
Côte d'Ivoire	74,45	73,85	73,30	72,75	72,30	71,70	71,15
Gambie	92,85	92,65	92,50	92,30	92,20	91,95	91,70
Ghana	51,55	51,00	50,45	49,90	49,40	48,80	48,25
Guinée	85,60	86,95	86,45	85,80	85,10	84,45	83,75
Guinée-Bissau	91,75	91,55	91,40	91,20	91,05	90,90	90,75
Libéria	85,60	85,00	84,00	83,45	82,55	82,05	81,55
Mali	78,15	77,85	77,65	77,40	77,05	76,65	76,40
Mauritanie	86,30	85,95	85,55	85,20	84,80	84,30	83,80
Niger	93,95	93,65	93,45	93,15	92,90	92,70	92,55
Nigéria	68,80	68,55	68,30	68,10	67,90	67,60	67,25
Sénégal	89,70	89,45	89,20	89,00	88,70	88,60	88,35
Sierra Leone	81,50	81,05	80,55	80,15	79,60	79,15	78,75
Togo	67,35	66,95	66,50	66,15	65,90	65,45	65,20
<b>AFRIQUE CENTRALE</b>	<b>91,05</b>	<b>90,85</b>	<b>90,65</b>	<b>90,50</b>	<b>90,25</b>	<b>90,05</b>	<b>89,80</b>
Burundi	97,85	97,85	97,80	97,80	97,80	97,80	97,80
Cameroun	77,45	77,00	76,45	76,05	75,55	75,00	74,35
République centrafricaine	74,25	73,90	73,15	72,80	72,25	71,85	71,30
Tchad	86,65	86,40	86,00	85,70	85,35	85,05	84,70
Congo	85,95	85,75	85,25	85,10	84,60	84,15	83,40
Guinée équatoriale	84,90	84,35	83,75	83,20	82,60	82,65	81,45
Gabon	87,40	86,75	86,15	85,60	84,90	84,30	83,65
Rwanda	97,90	97,90	97,85	97,85	97,80	97,70	97,70
Sao Tomé-et-Principe	76,80	76,05	75,30	74,55	73,80	73,05	72,30
Zaire	94,55	94,40	94,20	94,00	93,90	93,70	93,50

Tableau 3. Population active : Répartition sectorielle - Les femmes  
dans l'agriculture (pourcentage) (suite)

Sous-région - pays	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987
AFRIQUE ORIENTALE ET AUSTRALE	88,75	88,35	88,00	87,65	87,30	86,95	86,55
Angola	88,95	88,70	88,50	88,25	88,00	87,65	87,30
Botswana	84,95	84,20	83,40	82,65	81,90	81,00	80,15
Comores	87,20	86,80	86,40	86,05	85,70	85,10	84,55
Djibouti	88,10	87,85	87,55	87,25	87,00	86,70	86,45
Ethiopie	84,55	84,15	83,75	83,35	82,90	82,50	82,05
Kenya	85,80	85,50	84,90	84,50	84,10	83,65	83,10
Lesotho	88,95	88,40	87,85	87,30	86,75	86,05	85,35
Madagascar	93,20	92,70	92,50	92,20	91,80	91,25	90,75
Malawi	93,65	93,35	93,00	92,75	92,45	92,20	91,75
Maurice	30,20	29,45	28,65	27,90	27,10	26,45	25,80
Mozambique	97,00	96,95	96,90	96,85	96,80	96,75	96,70
Seychelles	7,10	7,10	7,10	7,10	7,10	7,15	7,15
Somalie	89,00	88,65	88,20	87,85	87,40	86,65	86,15
Swaziland	82,15	81,75	81,45	81,10	80,75	80,25	79,70
République-Unie de Tanzanie	91,50	91,15	90,80	90,45	90,15	89,85	89,45
Ouganda	88,10	87,50	86,90	86,30	85,80	85,35	84,80
Zambie	87,55	86,35	85,15	83,95	82,75	82,50	82,30
Zimbabwe	81,75	81,50	81,20	80,95	80,65	80,40	80,05
TOTAL POUR L'AFRIQUE	80,75	80,25	79,85	79,45	79,05	78,65	78,15

Source: Secrétariat CEA.

Tableau 4. Population active : Répartition sectorielle - Les femmes  
dans les services (pourcentage)

Sous-région - pays	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987
<b>AFRIQUE DU NORD</b>	35,15	35,55	35,95	36,25	36,50	37,50	37,45
Algérie	67,85	68,05	68,30	68,45	68,65	68,85	69,05
Egypte	63,85	64,20	64,40	64,65	64,80	64,95	65,25
Jamahiriya arabe libyenne	48,25	49,55	50,90	52,20	53,55	53,70	53,85
Maroc	31,15	31,30	31,50	31,65	31,75	32,00	32,25
Soudan	9,50	10,00	10,45	10,95	11,35	12,05	12,50
Tunisie	22,50	22,85	23,25	23,75	24,50	24,75	24,95
<b>AFRIQUE DE L'OUEST</b>	20,40	20,60	20,85	21,05	21,30	21,50	21,90
Bénin	23,00	23,75	24,55	25,20	25,85	26,70	27,45
Burkina Faso	10,35	10,45	10,60	10,70	10,90	11,10	11,30
Cap-Vert	47,90	48,70	49,40	50,15	51,50	52,05	52,55
Côte d'Ivoire	20,45	20,95	21,30	21,80	22,15	22,60	23,05
Gambie	4,85	5,05	5,15	5,30	5,40	5,60	5,80
Ghana	32,30	32,65	33,00	33,40	33,70	34,05	34,45
Guinée	7,15	7,50	7,80	8,20	8,60	8,90	9,25
Guinée-Bissau	6,55	6,65	6,70	6,80	6,85	6,95	7,05
Libéria	12,85	13,40	14,35	14,85	15,70	16,15	16,60
Mali	18,40	18,65	18,80	19,00	19,30	19,65	19,85
Mauritanie	10,35	10,50	10,70	10,80	10,85	11,20	11,55
Niger	5,90	6,20	6,40	6,65	6,90	7,10	7,25
Nigéria	24,40	24,55	24,65	24,75	24,85	25,05	25,35
Sénégal	7,65	8,15	8,35	8,50	8,70	8,80	9,00
Sierra Leone	14,80	15,15	15,55	15,80	16,25	16,60	16,90
Togo	25,20	25,50	25,85	26,10	26,25	26,65	26,85
<b>AFRIQUE CENTRALE</b>	7,25	7,40	7,55	7,65	7,90	8,05	8,25
Burundi	1,10	1,10	1,10	1,10	1,10	1,10	1,10
Cameroun	19,35	19,60	20,00	20,20	20,50	20,80	21,30
République centrafricaine	22,15	22,45	23,15	23,45	23,90	24,20	24,60
Tchad	12,25	12,45	12,75	13,00	13,30	13,55	13,85
Congo	12,30	12,45	12,85	12,95	12,95	13,70	14,30
Guinée équatoriale	12,25	12,65	13,05	13,45	13,85	14,25	14,65
Gabon	10,05	10,60	11,10	11,55	11,95	12,40	12,95
Pwanda	1,45	1,45	1,45	1,40	1,50	1,50	1,55
Sao Tomé-et-Principe	19,40	20,05	20,65	21,30	21,90	22,55	23,15
Zaire	3,95	4,05	4,25	4,40	4,45	4,60	4,75

**Tableau 4. Population active : Répartition sectorielle - Les femmes  
dans les services (pourcentage) (suite)**

Sous-région - pays	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987
AFRIQUE ORIENTALE ET AUSTRALE	8,20	8,55	8,80	9,05	9,30	9,55	9,85
Angola	9,40	9,65	9,80	10,05	10,25	10,55	10,85
Botswana	12,95	13,60	14,15	14,75	15,30	16,00	16,65
Comores	10,10	10,60	11,15	11,65	12,10	12,80	13,45
Djibouti	9,70	10,05	10,40	10,85	11,15	11,45	11,75
Ethiopie	9,10	9,30	9,45	9,65	9,85	10,00	10,25
Kenya	11,40	11,55	12,10	12,40	12,70	13,05	13,45
Lesotho	9,00	9,45	9,90	10,35	10,80	11,30	11,75
Madagascar	5,05	5,30	5,60	5,80	6,15	6,55	6,95
Malawi	4,00	4,15	4,30	4,40	4,50	4,60	4,85
Maurice	56,70	57,35	58,00	58,65	59,35	59,85	60,30
Mozambique	2,20	2,20	2,25	2,30	2,30	2,35	2,40
Seychelles	85,05	84,00	82,90	81,85	80,75	79,70	78,60
Somalie	9,25	9,65	10,10	10,50	10,95	11,70	12,25
Swaziland	14,45	14,65	14,80	15,00	15,20	15,55	15,95
République-Unie de Tanzanie	6,85	7,25	7,70	8,10	8,55	8,85	9,30
Ouganda	9,85	10,35	10,80	11,30	11,65	12,00	12,40
Zambie	9,70	10,85	12,05	13,20	14,40	14,60	14,75
Zimbabwe	14,65	14,80	15,05	15,20	15,45	15,65	15,90
TOTAL POUR L'AFRIQUE	14,15	14,50	15,05	15,05	15,35	15,60	15,95

Source: Secrétariat CEA.

**Tableau 5. Population active : Répartition sectorielle - Les femmes  
dans l'industrie (pourcentage)**

Sous-région - pays	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987
<b>AFRIQUE DU NORD</b>	21,00	21,35	21,70	22,05	22,40	22,65	22,90
Algérie	22,20	22,50	22,80	23,15	23,45	23,75	24,05
Egypte	17,20	17,55	17,90	18,25	18,60	18,90	19,20
Jamahiriya arabe libyenne	13,55	13,90	14,25	14,60	14,95	15,35	15,65
Maroc	34,20	34,40	34,55	34,70	34,85	35,25	35,65
Soudan	4,10	4,30	4,50	4,70	4,90	5,15	5,45
Tunisie	45,75	46,75	47,65	48,50	49,10	49,65	50,25
<b>AFRIQUE DE L'OUEST</b>	6,15	6,30	6,40	6,55	6,65	6,75	6,85
Bénin	3,40	3,45	3,60	3,65	3,80	3,95	4,05
Burkina Faso	3,55	3,60	3,65	3,75	3,80	3,85	3,90
Cap-Vert	22,10	22,25	22,45	22,60	22,80	22,95	23,15
Côte d'Ivoire	5,10	5,20	5,40	5,45	5,55	5,70	5,80
Gambie	2,30	2,30	2,35	2,35	2,40	2,45	2,50
Ghana	16,15	16,35	16,55	16,70	16,90	17,15	17,30
Guinée	5,25	5,55	5,75	6,00	6,30	6,65	7,00
Guinée-Bissau	1,70	1,80	1,90	2,00	2,10	2,15	2,20
Libéria	1,55	1,60	1,65	1,70	1,75	1,80	1,85
Mali	3,45	3,50	3,55	3,60	3,65	3,70	3,75
Mauritanie	3,35	3,55	3,75	4,00	4,35	4,50	4,65
Niger	0,15	0,15	0,15	0,20	0,20	0,20	0,20
Nigéria	6,80	6,90	7,05	7,15	7,25	7,35	7,40
Sénégal	2,35	2,40	2,45	2,50	2,55	2,60	2,65
Sierra Leone	3,70	3,80	3,90	4,05	4,15	4,25	4,35
Togo	7,45	7,55	7,65	7,75	7,85	7,90	7,95
<b>AFRIQUE CENTRALE</b>	1,70	1,75	1,80	1,85	1,85	1,90	1,95
Burundi	1,05	1,05	1,10	1,10	1,10	1,10	1,10
Cameroun	3,20	3,40	3,55	3,75	3,95	4,20	4,35
République centrafricaine	3,60	3,65	3,70	3,75	3,85	3,95	4,10
Tchad	1,10	1,15	1,25	1,30	1,35	1,40	1,45
Congo	1,75	1,80	1,90	1,95	2,05	2,15	2,30
Guinée équatoriale	2,85	3,00	3,20	3,35	3,55	3,70	3,90
Gabon	2,55	2,65	2,75	2,95	3,15	3,30	3,40
Rwanda	0,65	0,65	0,65	0,70	0,70	0,75	0,80
Sao Tomé-et-Principe	3,80	3,90	4,05	4,15	4,30	4,40	4,55
Zaïre	1,50	1,55	1,55	1,60	1,65	1,70	1,75

Tableau 5. Population active : Répartition sectorielle - Les femmes  
dans l'industrie (pourcentage) (suite)

Sous-région - pays	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987
AFRIQUE ORIENTALE ET AUSTRALE	3,05	3,10	3,20	3,30	3,40	3,50	3,60
Angola	1,65	1,65	1,70	1,70	1,75	1,80	1,85
Botswana	2,10	2,20	2,45	2,60	2,80	3,00	3,20
Comores	2,70	2,60	2,45	2,30	2,20	2,10	2,00
Djibouti	2,20	2,10	2,05	1,90	1,85	1,85	1,80
Ethiopie	6,35	6,55	6,80	7,00	7,25	7,50	7,70
Kenya	2,80	2,95	3,00	3,10	3,20	3,35	3,45
Lesotho	2,05	2,15	2,25	2,35	2,45	2,65	2,90
Madagascar	1,75	1,80	1,90	2,00	2,10	2,20	2,30
Malawi	2,35	2,50	2,70	2,85	3,05	3,20	3,40
Maurice	13,10	13,20	13,35	13,45	13,55	13,70	13,90
Mozambique	0,80	0,85	0,85	0,85	0,90	0,90	0,90
Seychelles	7,85	8,90	10,00	11,05	12,15	13,20	14,30
Somalie	1,75	1,70	1,70	1,65	1,65	1,60	1,60
Swaziland	3,45	3,60	3,75	3,90	4,05	4,20	4,35
République-Unie de Tanzanie	1,65	1,60	1,50	1,45	1,30	1,30	1,25
Ouganda	2,05	2,15	2,30	2,40	2,55	2,65	2,80
Zambie	2,75	2,80	2,80	2,85	2,85	2,90	2,95
Zimbabwe	3,60	3,70	3,75	3,85	3,90	3,95	4,00
TOTAL POUR L'AFRIQUE	5,10	5,25	5,35	5,50	5,60	5,75	5,90

Source: Secrétariat CEA.

i) Industrie

36. D'après une récente étude de la CEA sur le rôle de la femme dans les agro-industries effectuée au Botswana, Lesotho, Tanzanie et au Zimbabwe, les femmes travaillent dans une variété d'agro-industries; cependant la majorité se trouve dans les catégories d'employées semi-spécialisées et occasionnelles<sup>16</sup>. Il existe également une tendance à employer les femmes pour certaines activités stéréotypées, très souvent des travaux de routine et à la chaîne comme la mise en conserve, l'assemblage ou le travail de bureau. Dans tous les quatre pays étudiés, très peu de femmes étaient employées dans les domaines de la technique ou de la gestion.

37. C'est surtout dans les pays dotés d'une importante variété d'industries, d'agro-industries notamment, que l'on observe la participation des femmes dans ce secteur. Les performances scolaires médiocres des femmes dans les domaines techniques ont eu comme conséquence inévitable leur faible participation à la main-d'œuvre du secteur industriel.

ii) Secteur informel

38. Actuellement, le secteur informel africain est relativement sous-développé et se caractérise par une faible productivité. Certes, les données fiables sur les opérateurs de ce secteur sont rarement disponibles du fait qu'on ne les enregistre pas souvent dans les statistiques officielles, mais d'après les différentes études effectuées sur les pays de l'Afrique de l'Ouest, les femmes forment environ 60 à 80 % de l'ensemble de la main-d'œuvre. Cependant, la plupart de ces femmes font face notamment aux contraintes financières et aux conditions de travail difficiles.

39. Dans une récente étude effectuée en Afrique orientale et australe (Kenya, Maurice, Swaziland et Zambie), Karanja affirme que le problème de disponibilité de fonds était commun à tous les chefs d'entreprise indifféremment du sexe, mais plus grave pour les femmes qui seraient victimes de la discrimination exercée par les organismes de prêt, y compris ceux dont les politiques de prêt sont déterminées par les gouvernements nationaux<sup>17</sup>.

40. L'emploi dans le secteur informel continue à jouer un rôle déterminant et constitue l'espoir pour la survie d'une grande majorité de femmes et des pauvres vivant en milieu urbain. Dans la dernière édition des nouvelles du PNUD ("On the Border of Despair", juillet/août 1988) il est dit qu'en Zambie les femmes représentent 65 % de la propriété et 55 % des emplois dans le secteur informel et les petites entreprises. L'examen des progrès réalisés dans ce secteur montre que beaucoup de pays ont pris un certain nombre de mesures pour appuyer les

---

<sup>16</sup> UNECA: The Role of Women in Agro-Industries in Eastern and Southern Africa and Measures for Strengthening such Role. (Doc. ECA/ATRCW/89/1).

<sup>17</sup> UNECA. Etude de la condition des femmes chefs d'entreprise dans le secteur informel. (Doc. ECA/ATRCW/1988).

activités des femmes en facilitant leur accès aux petits prêts et aux crédits. Les projets du secteur informel doivent être plus viables, économiquement rentables et financièrement indépendants.

41. D'une manière générale, en dépit d'un accroissement de l'accès des femmes dans les divers secteurs, les progrès ont été lents pour diverses raisons. Il est triste de constater que les attitudes sociales actuelles vis-à-vis du travail de la femme dans certains secteurs de l'économie demeurent conservatrices. En raison de ces attitudes qui ont tendance à limiter les femmes à certaines catégories d'emplois, il devient difficile, même pour les femmes qualifiées et formées d'occuper des postes de responsabilité. Tant que la société ne se débarrasse pas de ses préjugés selon lesquels les femmes sont incapables ou inaptes à occuper les prétendues hautes fonctions, l'intégration de la femme dans tous les secteurs d'activités ne se réalisera pas.

### C. Agriculture et production alimentaire

42. Il ressort de nombreuses études et données que les femmes jouent un rôle vital dans l'agriculture en Afrique. Elles constituent la pierre angulaire de la production agricole et alimentaire dans les petites exploitations et assurent une importante partie de la main-d'oeuvre familiale dans la production des cultures marchandes. Dans beaucoup de pays de l'Afrique sub-saharienne, les femmes subviennent encore aux 60 à 80 % des besoins alimentaires de leur famille. Les études statistiques sur la participation de la main-d'oeuvre féminine dans l'agriculture (études basées sur les sources nationales ou sur les évaluations de l'Organisation internationale du Travail) en Afrique sub-saharienne révèlent une participation intensive des femmes dans ce secteur. Dans six pays (Gambie, Mali, Côte d'Ivoire, Lesotho, Malawi et Zaïre), les femmes assurent près de la moitié de la main-d'oeuvre agricole et bien plus de la moitié au Botswana, en République-Unie de Tanzanie, au Cameroun et en Sierra Leone. Dans quatre autres pays (Ghana, Sénégal, Togo et Burkina Faso), les femmes assurent entre 42 et 46 % de la main-d'oeuvre agricole et dans les autres, 31 à 39 %<sup>18</sup>. Le tableau 3 montre et confirme cette participation de la femme dans l'agriculture.

43. Les stratégies d'Arusha pour la promotion de la femme ont identifié les obstacles à la participation de la femme dans l'agriculture, proposé des stratégies en vue d'éliminer ces obstacles et recommandé les mesures à prendre aux niveaux national, régional et international. D'une manière générale, ces mesures incluent: l'amélioration des techniques, l'introduction de systèmes de cultures intégrés en vue de parvenir à l'autosuffisance dans les produits alimentaires et l'énergie, l'amélioration de la formation des femmes, de leur capacité à organiser leurs activités agricoles; l'accès aux facteurs de production notamment les terres, le crédit et l'eau; l'amélioration des infrastructures rurales de base et, dans le domaine de la commercialisation, l'amélioration de leurs connaissances en matière des coopératives de vente, l'éducation des vendeuses du marché sur l'amélioration de leur environnement, la conservation des aliments, le stockage, etc.

<sup>18</sup> Etude mondiale sur le rôle de la femme dans le développement : Rapport du Secrétaire général, A/CONF.116/4; décembre 1984; p. 40.



44. De nombreux gouvernements ont pris des mesures visant à améliorer et à accroître le rôle des femmes dans l'agriculture. Dans certains pays, plusieurs projets ont été entrepris pour encourager le rôle des femmes, notamment : l'introduction des cultures contre-saison et l'intensification du rôle des femmes dans la production, la conservation et la commercialisation des aliments. Dans le domaine de l'éducation, des centres de formation en techniques agricoles appropriées pour les femmes ont été créés. Celles-ci participent de plus en plus aux services de vulgarisation agricole à la fois comme formateurs et agriculteurs; par ailleurs, les agriculteurs ont constitué des groupes pour faciliter la prestation de ces services. Des dispositifs appropriés en matière de main-d'oeuvre et d'économie du temps, ont été introduits dans certains pays pour l'ensemble des activités agricoles, à savoir le labourage, le sarclage, la récolte, le transport, la conservation et le traitement des produits agricoles.

45. Pour ce qui est du crédit agricole, certains pays ont pris des mesures pour en faciliter l'accès aux femmes, alors que dans le passé elles n'y avaient pas droit. Cependant, les femmes n'ont pas assez de moyens pour obtenir les fonds, en particulier lorsqu'il s'agit de sommes très importantes. Cela est dû au fait que les organismes de prêt et les banques n'accordent les crédits qu'à ceux qui offrent des garanties comme les terres. Or à cet égard, les femmes sont défavorisées. Elles font actuellement des efforts considérables pour trouver une solution à ce problème par divers moyens. Par exemple, la National Agricultural Finance Corporations, la Kenya Women's Finance Trust et de nombreuses autres institutions financières ont essayé d'obtenir des fonds pour assurer le cautionnement de ces emprunteuses. Cette démarche pourrait contribuer efficacement à l'amélioration des possibilités financières des femmes par les crédits qu'accordent les organismes de prêts. Dans certains pays africains, les femmes essaient de résoudre leurs problèmes financiers en entreprenant des activités de vente qui leur permettent de gagner l'argent dont elles ont besoin pour faire face aux dépenses du ménage et autres. A titre d'exemple, on peut citer les revendeuses bien connues des marchés de l'Afrique de l'Ouest : Ghana, Nigéria, Sierra Leone et Libéria.

46. Dans la plupart des pays africains, la propriété foncière est encore l'exclusivité des seuls hommes de la famille. L'attribution traditionnelle des champs de la famille aux épouses a été acceptée aussi longtemps que les femmes restaient dans la famille, mais avec le réaménagement de terres, la sécurité des femmes n'est plus garantie du fait que la communauté n'aura plus les moyens juridiques pour protéger leurs droits sur les terres<sup>19</sup>. Par conséquent, les résultats des divers programmes de réformes agraires n'ont pas été satisfaisants. Il convient en outre de noter que les programmes de répartition et de redistribution des terres par l'Etat entrepris dans certains pays n'ont pas tenu compte des femmes. Les femmes des zones rurales en particulier, du fait qu'elles participent plus directement à la production agricole et alimentaire, devraient avoir, au même titre que les hommes, droit aux terres à l'instruction, à la technologie, à la formation, aux services de vulgarisation, au crédit et aux autres ressources.

---

<sup>19</sup> Towards Strategies for Strengthening the Position of Women in Food Production: An Overview and Proposals in Africa, INSTRAW Publication, May 1985.

#### D. Population, santé et nutrition

47. Avant la Décennie des Nations Unies pour la femme : Egalité, développement et paix (1975-1985), peu de déclarations officielles faisaient le lien entre la planification familiale et la promotion de la femme ou préconisaient la planification familiale comme moyen de parvenir à la promotion de la femme. Cependant, la présente étude révèle que, depuis l'adoption des stratégies pour la promotion de la femme (Arusha, 1964, Nairobi, 1985), les gouvernements africains ont déployé des efforts considérables pour la mise en oeuvre de programmes dans les domaines tels que la vaccination, les services de santé primaires (PHC), la santé maternelle et infantile (MCH) et la planification familiale (EP). D'après les rapports provenant de plusieurs pays, il y a eu une participation accrue des femmes aux services de planification familiale, aux programmes prénatals et postnatals, ainsi qu'une sensibilisation générale aux services de santé disponibles dans la communauté.

48. Dans le cadre général du programme de l'OMS "La santé pour tous d'ici l'an 2000", les Etats membres ont mis au point des programmes visant à souligner l'importance de la santé qui est un facteur déterminant du développement économique. Une population en bonne santé constitue (en termes économiques) un moyen de production et les femmes jouent un rôle vital en tant que force de production, bien qu'étant le groupe le plus concerné et le plus vulnérable pour ce qui est de la santé (taux de décès maternels et de fécondité, etc.). Il faudrait accorder une attention particulière à la santé des femmes, plus particulièrement à la santé des adolescentes, des femmes enceintes et des femmes qui allaitent, considérant le rôle important qu'elles jouent dans la main-d'oeuvre (les femmes représentent plus de 35 % de l'ensemble de la population active en Afrique), particulièrement dans l'agriculture et le secteur informel.

49. La région africaine se rapproche des objectifs fixés par le Plan d'action mondial sur la population (WPPA)<sup>20</sup> en ce qui concerne l'espérance de vie et la mortalité infantile. Ce succès est dû surtout aux efforts déployés par les femmes pour que leurs enfants soient vaccinés, bien nourris et vivent dans de meilleures conditions d'hygiène. Par conséquent, comme il ressort du Plan d'action de Kilimandjaro (KPA) sur la population, la plupart des pays africains ont reconnu la nécessité de planifier le développement en tenant compte des questions de population et de contrôler les niveaux élevés de fécondité et de mortalité, si l'on doit obtenir les taux de croissance démographique compatibles avec les objectifs fixés de croissance économique et de développement social<sup>21</sup>. Le Programme d'action des Nations Unies pour le redressement économique et le développement de l'Afrique (PANUREDA) a également insisté sur ce point.

---

<sup>20</sup> UN/Centre for Economic and Social Information, World Population Conference: Action taken at Bucarest - New York: UN 1974.

<sup>21</sup> Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique, Plan d'action de Kilimandjaro sur la population, 1984.

50. Cependant, les niveaux de fécondité des pays africains n'ont pas beaucoup changé; en fait, ils sont restés élevés pendant des décennies, en dépit des divers changements introduits dans le développement et des différents programmes de planification familiale qui ont été entrepris. Dans de nombreux pays, le nombre de six enfants pour une femme est considéré comme une forte fécondité<sup>22</sup>. Les facteurs en sont multiples et on peut citer notamment : les valeurs socio-culturelles en ce qui concerne la taille de la famille et la procréation, le bas niveau du développement économique et social. Il faudrait davantage aider les femmes dans la planification familiale en leur assurant notamment, l'information, l'accès aux programmes de planification familiale et une législation appropriée.

51. En ce qui concerne la mortalité liée à la maternité, les études révèlent que le taux de décès maternels est actuellement de 150 pour 1000<sup>23</sup>, en dépit des différentes méthodes de planification familiale (y compris l'espacement des naissances), l'hygiène et les services prénatals.

52. Le niveau de nutrition de chaque pays est étroitement lié à son niveau de santé. Les femmes enceintes et celles qui allaitent ont besoin d'une très bonne alimentation, non seulement pour leur santé, mais aussi pour la santé des bébés qu'elles portent ou qu'elles nourrissent. La capacité des femmes africaines à jouer à la fois leurs rôles de procréatrices et de productrices dans la société dépend surtout d'une bonne santé et d'une alimentation riche.

53. Il a été prouvé que l'éducation des femmes est étroitement liée aux changements constatés dans les niveaux de fécondité, les attitudes, la taille de la famille, le mariage, la santé et la nutrition. Les récentes études effectuées par Oppong<sup>24</sup>, Abu<sup>25</sup>, Anker<sup>26</sup> et autres<sup>27</sup> ont clairement démontré cette dépendance. Une femme avisée et éduquée est un investissement sûr dans le développement planifié et rentable pour les futures générations.

---

<sup>22</sup> Economic Commission for Africa: Social, Culture and Legislative Factors affecting Family Formation and Fertility in selected African countries, October, 1988. ECA/POP/TP/88/2(2.2).

<sup>23</sup> World Health Organization, Maternal Mortality Rates: A tabulation of available information - Geneva: WHO, 1985.

<sup>24</sup> Oppong, C., Sex Roles, Population and Development in West Africa, London Currey, 1988.

<sup>25</sup> Oppong, C/Abu, K., Ghanian Mothers: Impact of Education, Migration and Employment (Women, Work and Development Series) Geneva: ILO, 1987.

<sup>26</sup> Anker, R/Fein, C., Anthropological Guides and Questionnaires for the Study of Demographic Changes and Women's Roles, Geneva: ILO, 1987.

<sup>27</sup> UNECA, Centre africain de recherche et de formation pour la femme, la femme et la Décennie des Nations Unies pour le développement industriel de l'Afrique - Addis-Abeba, UNECA, 1986. (Série de recherches) E/ECA/ATRCW/86/05.

## E. Environnement

54. Tous les changements introduits dans l'agriculture, la foresterie, la gestion de l'eau et le traitement des déchets ont sur l'environnement local des implications qui se répercutent sur les femmes du fait de leurs relations particulières avec la nature et de leurs activités quotidiennes<sup>28</sup>. Dans les pays en développement, les femmes sont les premiers gestionnaires des ressources naturelles, bien que ce rôle soit souvent méconnu par les gouvernements et les institutions. Elles exécutent la plupart des activités pour tirer de l'environnement la nourriture et l'énergie dont leurs familles ont besoin. Lorsque l'environnement se dégrade, la femme est la première à ressentir les conséquences<sup>29</sup>. Bien que les stratégies d'Arusha ne mettent pas l'accent sur la femme et l'environnement, les questions relatives à l'environnement et qui concernent plus particulièrement les femmes devront inclure: l'eau, la santé, l'hygiène, l'assainissement et l'énergie.

55. La plupart des pays africains ont reconnu la nécessité de protéger et d'améliorer l'environnement. A titre d'exemple, de nouvelles mesures et une nouvelle législation ont été adoptées en Côte d'Ivoire en ce qui concerne l'entreposage des ordures. C'est ainsi qu'en juin 1988, un accord a été signé par les 16 nations de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (ECOWAS) demandant l'adoption de mesures plus sévères en vue d'empêcher le dépôt des déchets dans leurs territoires<sup>30</sup>. Dans le domaine de l'énergie, la plupart des pays ont créé un ministère ou organisme, soulignant ainsi l'importance qu'ils accordent aux questions énergétiques qui toutes sont liées aux préoccupations des femmes.

56. L'Institut international de recherche et de formation pour la promotion de la femme (INSTRAW) est l'une des institutions qui contribuent à la recherche d'une solution au problème de la crise d'énergie. Dans le cadre des programmes financés par le bureau du PNUD, cet institut a démarré en 1987 un projet visant à promouvoir la participation des femmes dans les programmes sur l'énergie en Afrique. A cet effet, INSTRAW a effectué une étude sur l'énergie dans six pays : Cameroun, Ghana, Guinée, Malawi, Mali et Zambie. L'étude a révélé l'existence d'une importante gamme d'activités dans les nouvelles formes d'énergie renouvelables, mais a constaté une consommation limitée. La plupart des pays étudiés sont en train d'expérimenter le biogaz. La fabrication améliorée du charbon est une activité courante au Malawi, Ghana et Guinée, bien que la commercialisation se heurte à de nombreux obstacles économiques.

57. Nombre d'organisations de femmes africaines ont entrepris diverses activités dans le but de protéger et d'améliorer l'environnement. Le mouvement Greenbelt

---

<sup>28</sup> COMPASS: Newsletter on the Society for International Development No. 39/40 May 1989.

<sup>29</sup> African Women in Development; UNEP News July - September 1988.

<sup>30</sup> UNEP News, Ibid.; p. 10.

du Kenya en est un exemple. Ce mouvement a réussi à mobiliser plus d'un demi-million d'enfants et 500 groupes de femmes<sup>31</sup>. Au Burkina Faso, l'Association Six "s" compte plus de 700 groupes de villages qui ont entrepris des petits projets relatifs à l'environnement dans le domaine de la conservation de l'eau, du reboisement et du stockage des grains. Au Zimbabwe, l'Association des clubs de femmes joue un rôle de premier plan en tant que promoteur rural de la production alimentaire et de la conservation de l'énergie.

58. Des dispositions ont été prises par les gouvernements africains pour formuler des plans d'action sur l'approvisionnement en eau et l'assainissement de la communauté dans le cadre de la mise en oeuvre des stratégies de la Décennie internationale de l'eau potable et de l'assainissement (IDWSSD). Ces activités incluent : les systèmes d'approvisionnement en eau des zones rurales par l'utilisation des pompes mécaniques et les systèmes d'adduction gravitaire. L'exploitation et la maintenance de ces systèmes sont assurées par les communautés des pays concernés qui sont : Burkina Faso, Bénin, Burundi, République centrafricaine, Ethiopie, Gambie, Kenya, Malawi, Mali, Rwanda, Soudan et Ouganda<sup>32</sup>. Par ailleurs, certains pays ont fait des progrès en augmentant la dotation budgétaire destinée à l'approvisionnement en eau.

59. En dépit de ces signes positifs, beaucoup reste encore à faire. Il faudra tenir compte de l'insuffisance des fonds, de l'exploitation et de la maintenance, du manque de personnel formé aux niveaux professionnel et paraprofessionnel et de l'inadéquation des politiques de recouvrement, et planifier des stratégies pour éliminer ces graves difficultés. Etant donné que les gouvernements ont entrepris des actions en vue de la réalisation des buts de l'IDWSSD et des objectifs à long terme des stratégies d'Arusha et des stratégies prospectives de Nairobi, il faudra accorder une attention plus grande à la protection et à l'amélioration de l'environnement, à l'eau et aux activités d'assainissement, dans l'intérêt des populations défavorisées des zones rurales qui sont constituées en majorité de femmes et d'enfants.

#### F. Participation de la femme à la prise de décision et à la vie politique

60. L'exercice public du pouvoir par la femme est controversé dans beaucoup de sociétés. Dans la plupart des pays africains, la participation des femmes à la prise de décisions économiques, à la gestion et à la politique est faible. Nombre de revues, études et rapports ont constaté cette faible participation. La participation de la femme à la vie politique est très importante car elle constitue l'indicateur de son statut juridique, ainsi qu'un moyen d'améliorer sa condition sociale et économique.

61. Dans la majorité des pays africains, les femmes ont le droit de voter et d'accéder aux emplois dans le système administratif où elles peuvent être appelées

<sup>31</sup> Op.Cit.

<sup>32</sup> UNICEF Within Human Reach: A Future for Africa's Children. UNICEF Report 1985.

à assumer toutes les fonctions officielles. Cependant, en dépit de cette égalité de droit politique que leur confère la loi, le rôle joué par les femmes dans la vie politique demeure négligeable à tous les niveaux. Par conséquent, le droit de vote et le simple fait de voter ne peuvent pas être considérés comme un indicateur de prise de conscience ou de participation politique.

62. La présente étude sur la mise en oeuvre des stratégies d'Arusha et de Nairobi, qui se base sur les divers rapports, données et informations disponibles sur la période 1984-1989, montre qu'il y a eu un accroissement du nombre des femmes associées à la prise de décisions et à la vie politique. Dans les pays comme le Cameroun, la Côte d'Ivoire, le Gabon, le Ghana, le Kenya, Madagascar, Maurice, le Niger, le Nigéria, l'Ouganda, le Sénégal, le Swaziland, la Sierra Leone, la République-Unie de Tanzanie et le Zimbabwe, les femmes occupent des postes politiques dans les diverses structures gouvernementales et comités du parti, du niveau du village ou district à l'administration centrale. Outre leur participation dans les parties politiques et les organes exécutifs du parti, les femmes accèdent de plus en plus aux postes de responsabilité, aussi bien dans le secteur public que privé. Au Sénégal par exemple, les femmes sont présentes à tous les niveaux de prise de décision gouvernementale, parlementaire, diplomatique et communautaire<sup>33</sup>.

63. Cette participation accrue des femmes au niveau de la prise de décision est plus marquée dans le cas de la Tanzanie où, lors des élections législatives de 1985, les femmes ont remporté 25 sièges sur 244 au Parlement. Pour les encourager à exercer leurs droits politiques et pour sensibiliser l'opinion sur l'importance de la participation des femmes à la vie politique, le Parti et le Gouvernement ont décidé de réserver au Parlement 15 sièges aux femmes<sup>34</sup>. A Madagascar, un nombre appréciable de femmes participent à la prise de décision tant au Parlement que dans les autres grandes institutions<sup>35</sup>.

64. Pour ce qui est des hautes charges publiques, la situation n'a pas beaucoup changé en dépit de l'accroissement du nombre de femmes magistrats, directrices d'institutions, commissaires, secrétaires permanentes, managers, ambassadrices et ministres. Par conséquent, les femmes participent rarement aux hautes fonctions de direction des grandes entreprises de production tant du secteur public que privé.

65. Par ailleurs, au cours des cinq dernières années, les organisations des femmes ont joué un rôle déterminant dans la mobilisation des femmes pour le développement national. Dans certains pays comme l'Angola, l'Ethiopie, le Mozambique, les Seychelles, la Tanzanie et la Zambie, la reconnaissance des organisations des femmes comme organisations des masses leur a conféré le soutien

---

<sup>33</sup> ECA/MULPOC/NIA/87/V/WD, mars 1987.

<sup>34</sup> Réponse de la Tanzanie au questionnaire CEA/CARFF sur : Changement des conditions socio-économiques de la femme en Afrique, mars 1988.

<sup>35</sup> Réponse de Madagascar au questionnaire CEA/CRAC sur le changement des conditions socio-économiques des femmes en Afrique, juillet 1988.

politique<sup>36</sup>. Au niveau international, on a observé une participation accrue des femmes aux affaires internationales. La preuve en est leur participation aux grandes réunions internationales et régionales et leur contribution en tant que conseillères auprès de diverses organisations et commissions régionales et internationales.

66. Il ressort de cette étude qu'il y a eu un accroissement du nombre de femmes qui participent à la prise de décision et à la vie politique; cependant, leur réussite n'a pas été sans difficulté. Elles ont dû lutter et continuent à combattre à forces inégales pour réussir en politique et pour accéder aux postes-clé de l'administration, des organismes et institutions parapublics. Par conséquent, comparativement à celle des hommes, la situation des femmes au niveau de la prise de décision est loin d'être satisfaisante.

67. Parmi les facteurs qui font obstacle à la participation de la femme dans la politique, on peut citer : le manque des moyens, de temps, de compétences, d'expérience, de soutien, de relations et d'informations. Les femmes sont défavorisées en ce qui concerne tous ces facteurs indispensables à la réussite en politique. Leur participation exige des ressources humaines et financières ainsi qu'un changement d'attitude de la part de la société en ce qui concerne leur intégration aux postes de responsabilité politique et administrative.

68. Certes, des efforts considérables ont été déployés pour introduire des mesures favorables appelées "politiques d'égalité" ou "action positive"<sup>37</sup> (ILO/INSTRAW) en vue d'améliorer la condition de la femme et de promouvoir sa pleine intégration dans les systèmes politique et social, mais la situation est loin de changer. Les gouvernements devront tenir compte des femmes comme partenaires égaux des hommes; reconnaître que leur participation à la prise des décisions politiques et économiques est vitale pour le développement et que les femmes constituent un atout économique dont la contribution doit être prise en considération et utilisée pleinement.

#### IV. DROIT ET LEGISLATION

69. Au sens de la présente étude, le mot droit signifie non seulement les constitutions, législations, lois administratives, les décrets-lois ou décisions judiciaires, mais aussi les décisions gouvernementales officielles qui sont mises en application. En outre, le mot droit se réfère aussi au droit écrit. Par conséquent, toute étude sur les droits en ce qui concerne le statut juridique de la femme doit

---

<sup>36</sup> Examen et évaluations des résultats de la Décennie des Nations Unies pour la femme, 1976-1985. E/ECA/RCIWD/OAU/4, août 1984.

<sup>37</sup> OIT/CRAC. La femme dans les activités économiques : Une étude statistique globale (1950-2000) juin 1985.

également tenir compte des situations où, en dépit d'une égalité apparente entre les hommes et les femmes, la discrimination persiste de facto<sup>38</sup>.

70. Bien que la présente étude ne constitue pas une source de données exhaustives sur l'ensemble de l'Afrique susceptibles de permettre une analyse approfondie des principaux aspects du statut juridique de la femme conformément aux stratégies d'Arusha, les exemples qui y sont fournies mettent en évidence certaines des mesures prises par les Etats membres pour améliorer la condition de la femme en Afrique.

71. Les résultats obtenus en ce qui concerne l'égalité dans la participation économique et sociale conformément aux stratégies d'Arusha et aux stratégies prospectives de Nairobi pour la promotion de la femme ont été très lents. Sur le plan international, la convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (résolution 34/180 de l'Assemblée générale) a été signée par la plupart des Etats membres et ratifiée par les deux tiers de ces membres; par ailleurs, plusieurs conventions importantes de l'Organisation internationale du Travail (OIT) ont été généralement acceptées<sup>39</sup>. En Afrique, 49 % des Etats ont ratifié cette convention depuis septembre 1987.

72. Au niveau national, l'étude montre que depuis l'adoption des stratégies d'Arusha, quelques progrès ont été réalisés, bien qu'à un rythme plus lent, dans le domaine de la réforme des législations nationales. Nombre d'Etats ont entrepris des réformes pour donner aux femmes et aux hommes les mêmes possibilités de participer à la vie économique et sociale. Ces mesures se traduisent par la promulgation des lois nationales sur l'emploi, le congé de maternité, le mariage, la succession et la propriété, l'éducation et le droit constitutionnel. Au Zimbabwe par exemple, le Gouvernement a promulgué un certain nombre de lois : la Labour Relations Act de 1985 qui prévoit le salaire égal pour un travail égal; la loi sur le salaire minimum et celle sur le congé de maternité (1980); la "matrimonial Causes Act" (1985) qui, pour la première fois dans l'histoire de ce pays, reconnaît la contribution directe et indirecte de la femme à la santé familiale<sup>40</sup>.

73. Plusieurs gouvernements africains ont créé des commissions judiciaires chargées d'examiner les questions comme la législation, les lois et les règles et les usages, le droit coutumier, qui font obstacle au progrès et à l'épanouissement de la femme; les réglementations et les mesures administratives qui concernent les femmes, et ont institué l'assistance judiciaire pour les femmes. Dans de nombreux

---

<sup>38</sup> Law and the Status of Women: An International Symposium Centre for Social Development and Humanitarian Affairs, United Nations. Ed. by the Columbia Human Rights Law Review, Columbia University School of Law (1977).

<sup>39</sup> Conseil économique et social des Nations Unies. Rapport du Secrétaire général E/CN.6/1989/5, février 1989.

<sup>40</sup> Zimbabwe, rapport sur le pays présenté à la cinquième réunion du Comité de coordination sous-régionale sur l'intégration de la femme au développement ECA/Lusaka MULPOC, février 1987.



pays africains, on a constaté que la plupart des femmes, non seulement ignorent la loi, mais aussi ne sont pas en mesure de faire appel à la loi pour défendre leurs droits.

74. Etant donné cette situation, certains pays comme la République-Unie de Tanzanie, Maurice, Malawi, ont dû créer des commissions d'assistance judiciaire pour donner des conseils aux femmes sur les questions juridiques. Par ailleurs, des programmes d'information sur le droit et l'éducation juridique des femmes ont été entrepris dans certains autres pays pour les aider à comprendre leurs droits et à résoudre leurs problèmes familiaux. Par exemple, la "Ghana Law Reform Commission" sur les nouvelles lois des familles promulguées en 1986 a pour mandat de promouvoir un système uniforme de mariage pour l'ensemble du pays, indépendamment des groupements traditionnels ou ethniques<sup>41</sup>. Parmi les autres mesures prises par des pays comme le Cameroun, on peut citer : la création de conditions favorables à la promotion de la femme en éliminant toutes les formes de discrimination exercées contre elle et en leur accordant les mêmes possibilités dans les domaines politique, économique, social et culturel<sup>42</sup>. Dans le cadre de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination contre les femmes, en Ile Maurice par exemple, le Gouvernement a créé une commission de lutte contre la discrimination fondée sur le sexe. Cette commission est chargée d'examiner toutes les lois, les coutumes, les règles et les usages, ainsi que les dispositions de la Convention, afin de formuler les recommandations sur les amendements à introduire dans la législation<sup>43</sup>. Au Botswana, une commission de la réforme judiciaire a été créée pour examiner plus particulièrement les lois et les règlements qui concernent les femmes.

75. En ce qui concerne le droit coutumier, certains pays ont décidé de supprimer son application qui est discriminatoire de jure à l'égard des femmes dans certains litiges. Cette situation persiste parce que la législation écrite n'a pas encore comblé les lacunes laissées par le droit coutumier.

76. Les législations nationales sur la fiscalité, la monnaie et la propriété sont souvent cause de pratiques discriminatoires qui empêchent les femmes d'accéder aux crédits. Dans certains pays comme le Botswana, les femmes qui se marient sous le régime de la communauté des biens sont considérées comme des mineures et ne peuvent signer, ni un contrat ni un document juridique, sans l'aide de leur mari. C'est l'une des raisons pour lesquelles elles n'ont pas accès aux crédits et prêts bancaires.

77. Il ressort de cette analyse que les progrès réalisés dans la lutte pour l'élimination de la discrimination de jure à l'égard des femmes sont insignifiants. Cette discrimination de jure exercée sur la base du sexe existe encore dans certains

---

<sup>41</sup> Rapport de la Commission sous-régionale pour l'intégration de la femme au développement, MULPOC/YAO/S/CSR, mars 1987.

<sup>42</sup> Ibid.

<sup>43</sup> ECA/ATRCW, Update No. 9, décembre 1987, p. 9.

pays. Etant donné que les constitutions sont les superstructures de base des lois et politiques gouvernementales, une telle politique de discrimination ne peut pas créer un cadre juridique favorable qui permet à la femme de contribuer au développement et d'en bénéficier. La question de changement des conditions socio-économiques de la femme en Afrique concerne aussi les aspects juridiques. Cela étant, les structures économiques et sociales sont influencées par le droit et sont interdépendantes. Le droit intervient dans tous les domaines du développement national : l'emploi, l'éducation, la santé, l'alimentation et l'agriculture, la population, etc. Pour permettre aux femmes de participer à la vie économique et sociale du pays au même titre que les hommes, des efforts concertés doivent être déployés en vue d'introduire des réformes à tous les niveaux et dans tous les secteurs du développement.

#### V. ROLE DES ORGANISATIONS NON GOUVERNEMENTALES, ORGANISATIONS ET INSTITUTIONS SOUS-REGIONALES DANS LA MISE EN OEUVRE DES STRATEGIES

78. Les organisations non gouvernementales ont joué et ne cessent de jouer un rôle décisif dans la diffusion et la mise en oeuvre des stratégies d'Arusha et de Nairobi. Leurs principales activités sont : la recherche, les études, la collecte des données, la production du matériel didactique, l'organisation des ateliers de formation, des séminaires, des conférences et des réunions aux niveaux local, national et international, pour sensibiliser le public aux questions des femmes.

##### a) Organisations non gouvernementales africaines

79. Beaucoup d'organisations non gouvernementales ont été créées précisément à la fin de la Décennie des Nations Unies pour la femme (1985). On compte parmi ces organisations, des associations professionnelles, des coopératives, des organisations confessionnelles et des organisations non spécialisées. Ces organisations continuent à appuyer les gouvernements dans les efforts qu'ils déploient pour développer leur pays et pour promouvoir l'intégration des femmes dans le développement.

80. Dans le cadre des services techniques, et parfois, de l'aide financière aux gouvernements, ces organisations entreprennent les activités suivantes : recherche de fonds pour l'éducation des filles à tous les niveaux, supervision de la formation professionnelle, construction d'écoles maternelles, d'abris aux arrêts d'autobus, de centres de santé; les projets sur l'environnement, notamment les projets sur la conservation du sol et l'économie de l'énergie. Nombre de ces organisations visent les couches défavorisées dont elles ont considérablement influencé le mode vie. Cependant, malgré l'importance du rôle joué par ces organisations, la plupart d'entre elles manquent de structures organisationnelles et d'appui financier. Elles ont besoin de ressources financières et humaines et aussi d'une structure pour réaliser la croissance et la mise en oeuvre effectives des stratégies.

##### b) Organismes gouvernementaux

81. Les agences, organisations et fondations gouvernementales qui existent dans divers pays africains ont reconnu la nécessité d'appuyer les activités des femmes

dans le développement (WID). Leurs principaux objectifs (dans le cadre des programmes de chaque pays) étaient : améliorer les conditions de vie et de travail des femmes, leur faciliter l'accès aux activités économiques, culturelles et politiques afin de changer les tendances du développement à leur avantage; effectuer des recherches dans les domaines tels que le secteur informel et l'agro-industrie, et sur les autres activités liées aux services sociaux, notamment : l'aide aux garderies de jour, les programmes de formation professionnelle dans les domaines spécifiques, etc.

82. Après la Conférence mondiale de Nairobi en 1985, des agences ont fourni et continuent à fournir des ressources humaines et financières, ainsi que des équipements pour la mise en oeuvre des programmes des femmes. Ces agences sont notamment : l'Agence norvégienne pour le développement international (NORAD), l'Agence suédoise pour le développement international (SIDA); l'Agence finlandaise pour le développement international (FINNIDA); l'Agence danoise pour le développement international (DANIDA); l'Agence canadienne pour le développement international (ACDI); Agency for International Development des Etats-Unis (USAID); OXFAM et la Fondation Ford.

83. Toute cette assistance a été acheminée par l'intermédiaire des ministères, institutions et autres organismes gouvernementaux compétents, pour une supervision et une coordination efficaces. Les activités menées et en cours de réalisation dans le cadre des stratégies d'Arusha et des stratégies prospectives de Nairobi, avec l'aide de ces agences incluent : la formation, les projets agricoles, le plan de crédit, les techniques alimentaires appropriées pour les femmes, la recherche dans le secteur informel et l'agro-industrie, les moulins et les autres activités génératrices de revenus. D'une manière générale, la Conférence mondiale de Nairobi a été le début d'une ère nouvelle pour les questions de la femme, avec l'élaboration de nombreux projets en faveur des femmes, projets qui sont pour la plupart financés par les bailleurs de fonds internationaux.

c) Organisations et institutions sous-régionales

i) Organisations sous-régionales

84. Les organisations sous-régionales comme la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (ECOWAS), les zones d'échanges préférentiels (ZEP) et la Conférence pour la coordination du développement de l'Afrique australe (SADCC) se sont également penchées sur les questions des femmes. En dépit du fait que leurs accords et actes de création n'ont prévu aucune disposition particulière ces questions, les femmes forment l'une des catégories sociales dont les problèmes sont inextricablement liés au développement économique et social des sous-régions.

85. Par exemple, ECOWAS reconnaît le rôle décisif des femmes dans le développement de l'Afrique de l'Ouest en particulier et de toute l'Afrique en général. Cela étant, ECOWAS soutient sans réserve leur intégration totale et complète dans tout le processus de développement. A cet effet, ECOWAS a créé en 1987 l'Association des femmes de l'Afrique de l'Ouest (WAWA) dont les principaux objectifs, conformément à son statut sont : mobiliser et intégrer les femmes de la sous-région dans les efforts de développement communautaire; promouvoir des projets communautaires dans les secteurs prioritaires tels que l'agriculture, le

commerce, la lutte contre la désertification, la santé, l'éducation, etc.; encourager la coopération sous-régionale en vue d'accélérer l'intégration économique, sociale et culturelle de la communauté et de garantir un avenir meilleur pour les populations<sup>44</sup>.

## ii) Institutions sous-régionales et nationales

87. Les institutions sous-régionales et régionales de formation et de recherche se sont penchées sur les questions des femmes et ont entrepris des programmes et des projets dans ce domaine. Par exemple, la Eastern and Southern Africa Management Institute (ESAMI) a créé une unité chargée des activités de la femme dans le développement. Depuis l'adoption des stratégies d'Arusha, ESAMI a joué et continue à jouer un rôle dans la promotion de la formation des femmes directrices et chefs d'entreprise, de manière à accroître leur contribution à l'économie nationale. Grâce à l'aide du PNUD et du Gouvernement des Pays-Bas, ESAMI a organisé une série d'ateliers à l'intention des formateurs des femmes chefs d'entreprise, et des séminaires sur les femmes chefs d'entreprise. Ces ateliers et séminaires avaient pour objectifs de donner aux femmes la possibilité d'améliorer les connaissances et aptitudes techniques en matière de gestion ce qui leur permettra d'accroître le rendement de leurs petites entreprises.

88. Les institutions nationales de formation et de recherche ont également contribué considérablement aux activités des femmes dans le développement. En effet un bon nombre d'universités et d'instituts de recherche ont entrepris des recherches sur: les activités génératrices de revenu pour les femmes; la discrimination sur la base du sexe dans le domaine de l'éducation; la population, les services de vulgarisation agricole, etc. Certaines universités dispensent des cours sur les activités des femmes dans le développement et certains aspects de leurs problèmes sont traités dans les cours d'anthropologie, de sociologie, de droit, de démographie, etc. Cependant, en dépit de ces initiatives et des progrès réalisés jusqu'ici, les universités et instituts de recherche devront inclure dans leurs programmes, différents programmes d'activités universitaires relatifs aux questions des femmes.

## VI. RÔLE DU CENTRE AFRICAINE DE RECHERCHE ET DE FORMATION POUR LA FEMME (CARFF) DANS LA MISE EN OEUVRE DES STRATÉGIES D'ARUSHA

89. Le CARFF est la structure régionale du système des Nations Unies chargée des activités des femmes dans le développement. En tant que partie intégrante de la Commission économique pour l'Afrique, le CARFF a fait une contribution très importante aux programmes des femmes dans le développement en Afrique. Après l'adoption des stratégies d'Arusha, le Centre a poursuivi la promotion de l'intégration de la femme dans le développement en fournissant les services et l'assistance techniques aux Etats membres pour la formulation des politiques et programmes visant à mobiliser, à mettre en valeur et à utiliser les compétences des

---

<sup>44</sup> Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest : Association des femmes de l'Afrique de l'Ouest : Article trois, buts et objectifs de l'Association.

femmes dans la réalisation des objectifs de développement national et régional; en menant des campagnes de sensibilisation sur la promotion de la femme, etc. Les principales activités du Centre sont :

a) Au niveau sous-régional

90. Au cours de la période 1986-1987, les activités des sous-régions de l'Afrique de l'Ouest et centrale ont porté surtout sur le rôle des femmes dans la distribution des aliments; la formation et la recherche dans le domaine de l'agriculture; l'alimentation et les technologies agricoles appropriées et la commercialisation des aliments traités. En Afrique australe au cours de la même période, les efforts ont porté sur les questions de santé, notamment l'eau et l'hygiène; sur la promotion et la gestion des petites entreprises; ainsi que le renforcement des capacités techniques des mécanismes nationaux. En Afrique du Nord et dans la région des Grands Lacs, un accent particulier a été mis sur le statut juridique de la femme, le renforcement des mécanismes nationaux en faveur de la femme et sur les techniques de planification, de mise en oeuvre et d'évaluation de projets.

91. A l'intérieur des sous-régions, les principales activités ont été : la mise en oeuvre des programmes d'évaluation et de coopération technique au niveau national (NATCAPs) et la tenue des tables rondes. Les NATCAPs avaient pour objectifs de déterminer les besoins prioritaires des femmes, d'élaborer les programmes et les projets de coopération technique, d'identifier et d'examiner les obstacles au développement et à la mise en valeur des ressources humaines.

b) Suivi des conditions socio-économiques

92. Considérant les tendances socio-économiques qui émergent actuellement dans la région et conformément aux stratégies d'Arusha, le CAREFF a mené et poursuit les activités suivantes : le suivi des changements survenus dans la situation de la femme en Afrique conformément aux stratégies d'Arusha et de Nairobi; la promotion des femmes dans les petites entreprises avec un accent particulier sur le perfectionnement des compétences en matière de gestion; l'accroissement du rôle des femmes dans le secteur informel et de leur accès aux domaines scientifiques et techniques; le renforcement de la capacité des mécanismes nationaux pour leur permettre d'intégrer les questions des femmes dans les plans et stratégies de développement nationaux; l'analyse sectorielle des tendances socio-économiques émergentes et de leurs incidences sur les femmes africaines, en particulier l'étude des effets de la famine et de la sécheresse persistantes sur les femmes en tant que productrices de denrées alimentaires, des effets des programmes d'ajustement structurel sur les groupes vulnérables (les femmes pauvres des centres urbains et celles vivant en milieu rural); l'adoption des mesures visant à assurer l'intégration de la contribution et des besoins spécifiques des femmes dans les principales stratégies et politiques régionales formulées de temps à autres.

93. Pour mener à bien ces programmes, le CAREFF a adopté différentes approches et mené des études méthodiques. Ainsi, des travaux de recherche, des ateliers de formation (nationaux et sous-régionaux), des réunions et des séminaires ont été organisés. Parmi les études effectuées, on peut citer : l'étude sur la nécessité actuelle de renforcer les mécanismes nationaux pour l'intégration de la femme au

développement, réalisée au Zimbabwe et en Ethiopie (1986); l'étude sur les femmes chefs d'entreprise réalisée au Zimbabwe, Cameroun, Ghana (1986); l'étude sur les femmes dans le secteur informel et les agro-industries (1988 et 1989); l'étude sur la participation des femmes aux programmes de développement, à la fois comme agents et bénéficiaires (Ghana, 1987); l'étude et la formation des femmes en vue de l'utilisation optimale de l'aide alimentaire reçue dans le cadre du secours d'urgence ou de l'aide au développement; l'étude sur la promotion des femmes dans les professions scientifiques (Kenya, Sierra Leone et Swaziland, 1988). En 1987, les femmes d'affaires de l'Afrique orientale et australe ont également organisé un voyage d'étude au Ghana.

94. Dans le cadre des mesures prises pour améliorer les conditions de travail des femmes, un projet sur l'amélioration de l'accès des femmes au crédit est actuellement en exécution, conformément aux stratégies d'Arusha. Ce projet qui est financé par l'Agence suédoise pour le développement international (SIDA) implique les travaux de recherche, l'élaboration des programmes de formation en gestion et en techniques de crédit, ainsi que la mise sur pied de projets pilotes en Ethiopie, au Rwanda et en Zambie. Par ailleurs un concours de recherche à l'intention des femmes de l'Afrique orientale et australe a été organisé sur le secteur informel et les agro-industries. Il s'agit de financer les recherches effectuées par dix femmes chercheurs grâce à une subvention de la Fondation Ford.

95. En ce qui concerne l'insertion des questions des femmes dans les plans de développement nationaux, un groupe d'experts s'est réuni en novembre 1988 à Addis-Abeba. La réunion avait pour but d'examiner la planification du développement, en particulier le problème de financement des programmes, et de voir dans quelle mesure les questions des femmes avaient été prises en considération dans les plans de développement nationaux. Les experts se sont mis d'accord sur les différents points et sur les indicateurs à inclure dans les principes directeurs de l'insertion des problèmes des femmes dans les plans de développement nationaux. Ces principes directeurs qui sont actuellement mis au point seront diffusés par tous les mécanismes nationaux, les organisations et institutions concernées et engagées dans la mise en oeuvre des programmes des femmes dans le développement.

c) Information sur les femmes en Afrique

96. Considérant l'importance des besoins en matière d'informations et de données sur les femmes en Afrique, le CARFF a organisé en mai 1989 à Addis-Abeba, en collaboration avec le PADIS et l'UNIFEM, une réunion du groupe d'experts sur la création d'une base de données relatives aux activités des femmes dans le développement en Afrique. Cette réunion à laquelle participaient des experts venus de 13 pays africains et des observateurs des institutions spécialisées des Nations Unies, avait pour but d'évaluer les besoins dans ce domaine; d'examiner le réseau d'information existant et d'étudier l'opportunité et la faisabilité du projet de création d'une base de données sur les femmes en Afrique. La réunion a recommandé la création d'une banque des données et d'un réseau d'information sur les femmes pour l'Afrique, proposition qui est actuellement à l'étude. Certains pays, le Botswana et la Tanzanie notamment, ont entrepris des projets similaires de création d'une banque des données sur les femmes.

97. Pour ce qui est des réunions et des séminaires, un séminaire sous-régional des pays africains francophones sur le perfectionnement des techniques de gestion a été organisé en décembre 1988 à Douala-Cameroun, alors que celui des pays africains anglophones s'était tenu en 1987. Deux missions d'évaluation ont été effectuées en Egypte et au Botswana pour voir dans quelle mesure les stratégies d'Arusha et de Nairobi étaient prises en considération dans les programmes nationaux.

98. Outre les activités entreprises par le CARFF, les autres divisions de la CEA ont incorporé les questions des femmes dans leur programme de travail. Ces activités incluent : les études, les séminaires, les publications et la diffusion des informations. Par exemple, au cours de la période en revue, la Division CEA/FAO a effectué des études de cas sur le rôle des femmes dans la production agricole au Bénin, Burkina Faso, Mali, Niger et Sénégal. La Division des questions commerciales et financières internationales a pour sa part organisé, en mars 1988 à Niamey, Niger, un séminaire régional sur les femmes et le commerce intérieur en Afrique. La CEA et les MULPOC n'ont cessé de développer des efforts pour la promotion de la femme dans les pays de chaque sous-régions.

99. Les activités du CARFF couvrent également les diverses structures régionales et sous-régionales mises en place pour la promotion de la femme. Ces structures sont : le Comité régional africain de coordination pour l'intégration de la femme au développement (CRAC) et les commissions sous-régionales pour l'intégration de la femme au développement. Le CRAC est un organe annexe de la CEA. Depuis sa création en 1979, le Comité n'a cessé d'oeuvrer pour la promotion de la femme africaine dans les domaines social, économique, politique et culturel.

100. Au cours de la période en revue, les principales activités menées et les résultats obtenus par le CRAC sont : la promotion de la femme africaine en vue de la faire participer au processus de prise de décision aux niveaux national, sous-régional et régional; la mobilisation des ressources pour les femmes auprès des organismes donateurs et des pays africains membres à travers les annonces de contribution au Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour l'Afrique (UNTFAD); la mobilisation et la préparation des gouvernements africains membres pour une participation effective à la Conférence régionale d'Arusha (1984) et à la Conférence mondiale de Nairobi (1985).

101. Au niveau sous-régional, les commissions sous-régionales pour l'intégration de la femme au développement n'ont cessé de promouvoir et de coordonner les activités des femmes dans chaque pays. Elles ont examiné les programmes et les propositions soumis par les commissions nationales ou autres organismes compétents en vue de mobiliser les ressources nécessaires à la mise en oeuvre desdits programmes. Depuis l'adoption en 1984 des stratégies d'Arusha, les commissions assurent le suivi des programmes entrepris en faveur des femmes par les MULPOC de leurs sous-régions respectives et rendent compte aux organes directeurs de la CEA/MULPOC.

102. Dans l'avenir, les programmes d'activités du CARFF en faveur des femmes donneront la priorité aux domaines suivants : l'agriculture, les activités sociales,

l'industrie, les ressources humaines, les transports, les échanges internationaux et intra-africains et la population. Cependant, le manque des ressources financières et humaines demeure le principal problème et l'obstacle majeur qui entravent la mise en oeuvre des stratégies.

## VII. ROLE DES DIVERSES INSTITUTIONS SPECIALISEES DES NATIONS UNIES DANS LA MISE EN OEUVRE DES STRATEGIES

103. Les organismes du système des Nations Unies, les agences spécialisées et les autres institutions insistent de plus en plus sur la nécessité de faire participer les femmes à la conception et à la mise en oeuvre des programmes de développement, afin qu'elles puissent jouer un rôle plus actif et plus efficace dans les activités économiques. Le présent chapitre met l'accent sur les activités entreprises par les divers organismes des Nations Unies en Afrique, dans le cadre de la mise en oeuvre des stratégies d'Arusha (1984) et de Nairobi (1985), et s'inspire des données fournies par les organismes de la CEA, à savoir : UNIFEM, PNUE, ONUDI, UNHCR, FAO et OMS.

### a) UNIFEM

104. Depuis l'adoption des stratégies d'Arusha en octobre 1984, le Fonds des Nations Unies pour la promotion de la femme (UNIFEM) a entrepris un certain nombre de projets et d'activités dans les domaines particuliers de l'agriculture et de la sécurité alimentaire, du crédit et des programmes en général. Notre analyse porte sur la mise en oeuvre du Plan d'investissement pour l'Afrique (AIP) qui, conformément aux besoins prioritaires de la région, a mis l'accent sur les aspects suivants :

- i) Les technologies de cycle alimentaire chez les femmes africaines agriculteurs;
- ii) Le rôle des organisations non gouvernementales dans la promotion de la sécurité alimentaire;
- iii) Les services d'appui en matière de crédit;
- iv) Les institutions régionales et nationales de programmation et de planification des activités des femmes dans le développement.

105. Le Plan d'investissement pour l'Afrique a été ajusté en 1989, compte tenu du Programme d'action des Nations Unies pour le redressement économique et le développement en Afrique (PANUREDA 1986-1990), et pour faire face à la crise économique. Les paragraphes ci-dessous rendent compte des principales activités menées par l'UNIFEM depuis l'adoption des stratégies d'Arusha et conformément aux priorités définies ci-dessus.

106. i) Les femmes et les technologies de cycle alimentaire (WAFT). Grâce au soutien des gouvernements du Canada, d'Italie et des Pays-Bas, ce programme est opérationnel depuis avril 1987. Il a pour objectif, une large diffusion des technologies éprouvées, la formation et le crédit en bloc, en vue d'accroître la



productivité des femmes qui entreprennent des activités de production, de traitement et de commercialisation des aliments. Un certain nombre de ces projets existent déjà au Sénégal, au Gabon, au Zimbabwe, au Lesotho et en Tanzanie.

107. ii) Coopération avec les organisations non gouvernementales dans la promotion de la sécurité alimentaire. Etant donné qu'au niveau local les organisations non gouvernementales collaborent surtout avec les femmes dans le domaine agricole, ces organisations peuvent jouer un rôle décisif en orientant l'aide vers les programmes conçus spécialement pour les femmes. Pour cette raison et à cause de beaucoup d'autres facteurs, la collaboration entre l'UNIFEM et les organisations non gouvernementales n'a cessé de croître au cours des dernières années. Par exemple, au Rwanda, INADES qui est une ONG, dispense la formation agricole à beaucoup d'autres groupes de femmes; au Togo une autre organisation non gouvernementale assurera la formation des groupes de femmes dans le domaine des techniques agricoles modernes. En Afrique, on encourage les organisations non gouvernementales à participer aux programmes de sécurité alimentaire. La stratégie sur la sécurité alimentaire adoptée par l'atelier de la Fédération africaine des femmes d'affaires et professionnelles à Accra, Ghana, en janvier 1989 en est un bon exemple.

108. iii) Services d'appui en matière de crédit. Comme le stipulent les stratégies d'Arusha, l'accès au crédit constitue l'un des principaux objectifs de l'UNIFEM. Le crédit et les services d'appui pour les femmes des zones rurales et les femmes pauvres des centres urbains, non seulement leur ouvrent les portes sur les autres activités sociales mais aussi leur permettent d'accroître leur productivité. Cela étant, et en raison de beaucoup d'autres facteurs, l'UNIFEM a pris des mesures concrètes pour mettre en oeuvre son programme de spécialisation de crédit. Un programme de crédit global a été préparé, tandis que le programme de crédit régional est en cours d'application avec la collaboration du Bureau régional du PNUD pour l'Afrique, pour le Burkina Faso, la Gambie, le Congo et la Zambie. A la demande du Gouvernement tanzanien, l'UNIFEM a défini et mis au point un programme de petit crédit à caractère national.

109. Les besoins des femmes des zones rurales en matière de crédit augmentent plus rapidement que les ressources disponibles du Fonds. Outre les programmes de crédit susmentionnés, quatre autres demandes sont à l'étude, dont deux provenant des ministères de la condition féminine des pays. Pendant le biennium, l'UNIFEM travaillera en collaboration avec la Banque africaine de développement pour sensibiliser les personnels des banques de développement nationales aux questions de crédit pour les femmes chefs d'entreprise. Il convient de souligner aussi l'importance des prêts pour les projets réguliers. On accorde de plus en plus des prêts aux femmes pour financer les projets bénéficiant du soutien de l'UNIFEM. Cette composante prêt continuera à être considérée comme un élément vital des projets axés sur la production, en particulier en ce qui concerne le développement de petites entreprises.

110. Il ressort des rapports des missions sur le terrain de l'UNIFEM relatifs aux programmes de prêt que les gouvernements, banques et institutions financières compétentes, organismes de financement et organisations non gouvernementales, souhaiteraient que soient mises au point des méthodes d'octroi de crédit. Ces

organismes aimeraient être informés sur les procédures de formulation de ces méthodes. Certains pensent que le problème ne se situe pas au niveau de l'offre, mais qu'il a surtout trait à l'octroi et au recouvrement, à l'établissement des relations entre les femmes rurales et les banques et à la manière d'accéder à ces femmes et de les préparer. Il a également été observé que certains pays ont pris des mesures politiques visant à octroyer des prêts aux groupes défavorisés. Cependant, les mesures politiques doivent être appuyées par des mécanismes d'octroi, de réception et de recouvrement. Les pays qui n'ont pas encore mis au point des mesures politiques dans ce domaine souhaiteraient savoir ce qu'il y a lieu de faire.

111. L'une des priorités de ce secteur est l'élaboration des principes directeurs du Fonds de prêt autorenewable de l'UNIFEM à l'intention des administrateurs de programmes travaillant au siège et dans les bureaux extérieurs. Les principes directeurs proposés devront être basés essentiellement sur l'expérience de l'UNIFEM avec en matière de Fonds de prêt autorenewables et devraient inclure notamment une série de systèmes de gestion, des mécanismes d'octroi et de recouvrement de prêt, de groupes cibles, de demandes et d'offres de crédit, de possibilités de mobilisation de l'épargne et de contacts nationaux.

112. iv) Programmation des projets intégrés. Il faudra intégrer les besoins des femmes dans les grands projets de développement comme par exemple : la dégradation de l'environnement, la sécurité alimentaire, la participation de la population, non pas tout simplement en poussant les femmes dans ces grands programmes, mais en leur donnant les moyens de créer la demande au niveau micro-économique, ce qui stimulera des réactions productives et stratégiques au niveau macro-économique. Les décideurs seront ainsi amenés non seulement à tenir compte des femmes, mais à compter avec les femmes.

113. Entre 1985 et 1988, les grands projets de l'UNIFEM étaient axés sur trois objectifs ou catégories de questions :

a) La mobilisation des ressources auprès des grandes institutions financières et des organismes d'aide multilatérale et bilatérale au développement;

b) L'analyse de l'impact des politiques macro-économiques, de l'ajustement structurel en particulier;

c) La sensibilisation des grandes institutions aux questions des femmes dans les projets de coopération technique.

114. Avec la mise en place de son mécanisme de programmation de projets intégrés, le Fonds financera les missions effectuées par les experts femmes dans le cadre des activités des femmes dans le développement. Il sera alors possible de satisfaire les besoins de l'UNIFEM en matière d'experts pour les grands projets intégrés. Dans le cadre des programmes intégrés, des efforts particuliers ont été déployés pour venir en aide au secrétariat de la SADCC et aux comités de coordination dans le renforcement de leur capacité à traiter les questions des femmes dans le développement. De la même manière, une assistance technique sera fournie à la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (ECOWAS).

115. Pendant le biennium, on assistera à la consolidation des programmes de l'UNIFEM pour l'Afrique. Des efforts plus intensifs seront mis en oeuvre pour aider les pays, les gouvernements et les organisations non gouvernementales à comprendre le concept de femme dans le développement et à promouvoir leurs propres ressources; et surtout pour établir les rapports entre les différentes structures qui participent à la programmation des activités des femmes dans le développement.

b) Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE)

116. Dans le domaine de l'environnement les activités du Programme des Nations Unies pour l'environnement concernant les femmes en particulier se résument comme suit : en décembre 1988, le PNUE a financé un symposium organisé par l'Association scientifique des femmes arabes et intitulé : "La protection de l'environnement du bassin du Nil : Rôle de la femme". Un accent particulier a été mis sur la relation entre la population et les ressources naturelles.

117. En février 1989, le rôle des femmes dans le développement soutenu a été le principal thème de la Conférence des femmes africaines sur le développement soutenu, organisée à Harare sous les auspices du PNUE et financée conjointement par le Canada et la Finlande. La Conférence a reconnu qu'en dépit du fait que les femmes africaines entreprennent presque toutes les activités pour subvenir aux besoins de leur famille en matière de nourriture, de l'énergie et d'eau, la planification agricole demeure l'affaire des hommes. Une conférence similaire sera organisée pour les Etats arabes.

118. Le groupe consultatif des femmes du PNUE (SWAG) organise de plus en plus des réunions et des forums internationaux. Au Ghana par exemple, l'organe national de cette institution assure la participation des femmes des zones rurales aux projets pilotes des villages entrepris dans le cadre du Plan d'action du Caire. Les autres membres du SWAG ont apporté une assistance déterminant à leur gouvernement dans la mise au point d'une législation sur l'environnement, en ce qui concerne notamment la protection de l'ozone et les déchets toxiques nuisibles aux femmes, aux hommes et aux enfants. Le SWAG oeuvre pour l'instauration d'un forum d'échanges d'idées et de recherche de solutions, une banque d'idées pour les femmes où l'on peut à la fois retirer et stocker des informations.

119. Dans le cadre son programme de lutte contre la désertification, le PNUE a, en collaboratin avec l'UNESCO, financé un séminaire sur "Le rôle des femmes des sociétés pastorales et agropastorales dans l'amélioration et la gestion des réserves arides et semi-arides de l'Afrique au Sud du Sahara", qui s'est tenu en avril 1989 à Dakar. Le séminaire avait pour objectif d'accroître l'accès des femmes à la formation et à la technologie, afin qu'elles puissent mieux lutter contre la famine et la pénurie alimentaire dans ces régions privées de ressources naturelles.

120. Les principaux obstacles rencontrés par le PNUE dans la mise en oeuvre de son programme ont été la difficulté à toucher les femmes africaines des zones rurales et à les sensibiliser aux questions de l'environnement. Il a été observé que l'isolation de la femme et son absence dans les organes de prise de décision

constituent un obstacle à la lutte contre la dégradation de l'environnement. Il convient de souligner aussi l'absence de données et d'informations statistiques sur les femmes dans le secteur de l'environnement.

121. L'action future du PNUE sera axée sur le financement des programmes locaux ayant pour objectif d'encourager les femmes et leurs organisations dans la lutte contre l'épuisement des ressources vitales. La principale préoccupation du PNUE consiste à sensibiliser toutes les femmes, tant des zones urbaines que rurales, aux questions de conservation des ressources naturelles.

c) Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI)

122. En 1986, l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI) a créé une unité chargée de l'intégration de la femme dans des programmes et projets de développement. Cette unité a pour mandat d'entreprendre, de promouvoir et de coordonner les activités menées par le secrétariat en faveur de l'intégration de la femme dans le développement. A cet effet, une étude a été entreprise sur le rôle des femmes dans les projets de coopération technique, les activités de recherche et en particulier, celles relatives à la promotion des agro-industries et des petites entreprises. Par ailleurs, l'unité de coordination de l'ONUDI assure l'élaboration et la mise en oeuvre des projets et programmes axés spécifiquement sur les femmes.

123. On peut diviser les activités de l'ONUDI pour l'intégration de la femme dans le développement en Afrique en trois catégories :

- i) Les services consultatifs aux gouvernements sur les mesures politiques et les projets favorables à la promotion de l'intégration des femmes dans le développement industriel. Dans ce cadre, des missions d'experts ont été organisées en Guinée et au Ténad alors que d'autres sont prévues pour le Cameroun, le Sénégal et le Zaïre.
- ii) La mise au point et la diffusion des technologies appropriées de traitement des aliments pour les femmes rurales. Des missions d'études ont été organisées au Burkina Faso, Mali, Niger, Sénégal et au Togo sur les technologies utilisées par les femmes des zones rurales. D'autres missions effectuées au Burkina Faso, Mali, Niger et au Sénégal dans le même cadre, avaient pour but d'étudier les techniques de séchage des fruits et des légumes, utilisées par les femmes des zones rurales. A la suite de ces missions, des recommandations ont été formulées en vue de l'amélioration des méthodes traditionnelles de séchage actuellement utilisées pour adopter des techniques plus modernes et plus rentables. Ce projet sera entrepris par le Sénégal avec le financement du Fonds fiduciaire du Gouvernement du Japon. Grâce à une autre aide du Fonds fiduciaire du Japon, on est en train de mettre sur pied en Zambie une usine-pilote de traitement des fruits au niveau des industries artisanales pour les femmes rurales.

- iii) Les activités de la troisième catégorie sont axées sur la création des entreprises et le perfectionnement des compétences des femmes chefs d'entreprise. Un programme de services consultatifs aux femmes en matière de gestion est actuellement mis en oeuvre au Malawi. Ce projet a pour objectif notamment, de coordonner les activités des petites et moyennes entreprises et de les sensibiliser aux besoins des femmes.

124. En ce qui concerne la formation, l'ONUDI a, en collaboration avec l'Institut panafricain de développement - Afrique orientale et australe (PAID-ESA), mis au point un programme de formation sur le traitement des aliments à l'intention des femmes chefs d'entreprise, dans le cadre d'un accord avec le Fonds fiduciaire du Gouvernement de Norvège. Ce programme est axé principalement sur la création et la gestion de l'entreprise ainsi que sur les technologies de traitement des aliments. On envisage la mise en oeuvre d'un programme similaire au Zimbabwe, au Malawi et en Tanzanie.

125. Pendant la période 1990-1995, l'ONUDI continuera à fournir l'assistance aux gouvernements africains tant que ceux-ci en feront la demande et aussi longtemps qu'on pourra obtenir les ressources nécessaires à travers les accords bilatéraux et multilatéraux. En outre, des mesures seront prises pour que soient pris en considération le rôle joué par les femmes et leur contribution dans les projets de coopération technique de l'ONUDI en Afrique, en particulier, les projets relatifs à la planification industrielle, la promotion de petites entreprises, le développement des agro-industries et la mise en valeur des ressources humaines.

d) Fonds des Nations Unies pour les activités en matière de population (FNUAP)

126. Dans le cadre de ses activités, le FNUAP n'a cessé de déployer des efforts pour venir en aide aux projets ayant pour objectif l'amélioration de la condition de la femme, et pour veiller à ce que tous les projets tiennent compte des besoins des femmes et du rôle qu'elles peuvent jouer dans l'élaboration, l'évaluation et la mise en oeuvre des programmes de développement.

127. En réponse aux recommandations de la Conférence internationale de Mexico sur la population, et des stratégies prospectives adoptées en 1985, le FNUAP a pris plusieurs mesures pour mener à bien sa mission et réaliser ses objectifs. En 1985, le Fonds a créé une unité spéciale pour les femmes, la population et le développement. Cette unité avait pour fonctions de coordonner et d'assurer le suivi des activités menées par le Fonds en faveur de la femme dans le développement, et d'assurer les services techniques et de soutien aux projets.

128. En 1987, le Fonds a adopté un plan d'action pour l'Afrique sub-saharienne et qui a pour priorités :

- i) Accroître l'accès des femmes à la formation;
- ii) Renforcer les ressources institutionnelles et humaines, pour faciliter une approche plus systématique de l'intégration des femmes aux programmes de population et de développement;

- iii) Renforcer les bases des données par l'expansion du réseau d'information en matière de population pour l'Afrique (POPIN-Africa), et mettre au point les projets des pays sur les femmes;
- iv) Promouvoir des programmes en faveur de l'amélioration de la condition de la femme; et
- v) Sensibiliser les hommes et les femmes sur les questions de population.

129. Le Fonds a apporté son appui aux activités menées dans tous secteurs en faveur des femmes et en particulier, aux activités relatives à la santé maternelle et infantile, à la planification familiale, à l'IEC, à la collecte de données et aux projets spécifiques des femmes. À titre d'exemple, on peut citer la formation des formateurs pour renforcer les enseignements sur la santé maternelle et infantile et la planification familiale, dans les instituts médico-sanitaires du Cameroun; la formation des infirmiers, considérés comme prestataires des services, et des accoucheuses traditionnelles du Nigéria; au Libéria et au Malawi, les femmes reçoivent une formation en démographie; au Soudan, on leur a dispensé une formation sur les méthodes d'organisation de recensement et de sondage; en Tanzanie, au Mozambique et au Libéria, on a entrepris des campagnes de sensibilisation sur les questions de population dans le cadre des projets IEC; au Ghana et au Gabon, des fonds ont été mis à la disposition des organisations des femmes au niveau rural; enfin, d'autres programmes ayant trait aux rôles des femmes en tant que productrices et procréatrices ont été mis en oeuvre avec la collaboration des autres institutions spécialisées des Nations Unies.

130. Des actions ont été également menées pour renforcer la capacité des institutions, en particulier la capacité des bureaux des femmes et des organisations non gouvernementales chargées de la promotion des femmes dans les pays tels que le Ghana, la Guinée-Bissau, le Mali, le Mozambique, l'Angola et la République centrafricaine. Entre 1987 et 1988, le Fonds a fourni l'assistance à au moins dix pays de l'Afrique au Sud du Sahara, à savoir : le Cameroun, la République centrafricaine, la Côte d'Ivoire, le Kenya, le Malawi, le Mali, la Mauritanie, le Niger, le Sénégal et la Tanzanie, dans le cadre des recensements nationaux de la population.

131. En dépit de certains résultats positifs enregistrés par ces projets et activités, le FNUAP a rencontré des difficultés dans ses efforts en vue de l'intégration des femmes dans ses programmes de population et de développement. Ces problèmes sont notamment : le fait que les femmes ne sont pas associées à l'évaluation des projets; l'accès insuffisant des femmes, des femmes des zones rurales en particulier, aux services de santé maternelle et infantile et à la planification familiale; la difficulté à recruter les femmes dans les institutions de formation spécialisées ou dans les domaines non traditionnels; l'absence de matériel didactique approprié et d'études spécifiques relatives au travail du FNUAP.

132. Au niveau des pays, les programmes futurs du FNUAP seront axés sur : les activités de formation des femmes dans le développement; l'amélioration de la planification et de la mise en oeuvre des programmes et des projets par

l'intégration des besoins des femmes; la mise en place des institutions avec un accent particulier sur les organisations non gouvernementales; la collecte des données; la création des comités consultatifs nationaux pour les questions des femmes. Par ailleurs, le FNUAP mènera, en collaboration avec les autres institutions spécialisées des Nations Unies, des actions dans le domaine du redressement structurel et de ses effets sur les femmes africaines.

e) Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR)

133. Le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) a adopté des mesures et des programmes en vue de la mise en oeuvre des stratégies d'Arusha. Ces programmes concernent notamment les domaines suivants : la protection des réfugiés, l'éducation, la santé et la nutrition, les activités génératrices de revenus, l'énergie et l'eau.

134. Pour ce qui est de la protection des femmes réfugiées, des mesures ont été prises pour assurer le respect de leurs droits. A Djibouti par exemple, la délégation du HCR a conçu des abris spéciaux qui assurent la protection contre les agressions, au Malawi, à la suite des rapports sur les enlèvements et les viols, on a doté le personnel du camp d'un autre administrateur qui sera chargé de suivre de près cette situation.

135. Dans le domaine de l'éducation, le HCR a conçu des programmes pour les femmes dans le cadre de l'éducation des adultes, des activités de formation professionnelle et de perfectionnement des compétences. En Somalie par exemple, les femmes ont reçu une formation dans le domaine de la préparation à la vie familiale, tandis qu'un programme spécial a été mis au point pour enseigner les techniques élémentaires aux adolescents. Par ailleurs, des programmes d'alphabétisation ont été mis en oeuvre pour faciliter l'accès aux emplois et améliorer les possibilités d'emploi des femmes et des filles, afin de les protéger contre l'exploitation.

136. En ce qui concerne la santé et la nutrition, les femmes réfugiées ont bénéficié du programme global de santé du HCR, en particulier du traitement curatif de l'anémie qui frappe souvent les femmes enceintes et celles qui allaitent. Au Botswana par exemple, on a construit une maternité pour permettre aux femmes réfugiées d'accoucher dans de meilleures conditions.

137. Le HCR a collaboré avec l'OIT, la FAO et certaines organisations non gouvernementales dans le cadre de la planification et de la mise en oeuvre des projets générateurs de revenus en faveur des femmes. A cet égard, une aide a été accordée aux petites entreprises des femmes en Somalie et au Soudan notamment. Dans le domaine de l'autosuffisance alimentaire et de l'agriculture, les projets spécifiques générateurs de revenus des femmes sont souvent associés à leur participation aux activités de production et de commercialisation de leurs communautés respectives. Le HCR a fourni aux femmes réfugiées des semences et des outils agricoles et veille à ce qu'elles soient employées comme agents de vulgarisation agricole.

138. Dans le domaine de l'énergie et de l'eau, on a introduit dans certains camps des réfugiés, des programmes de reboisement ainsi que des fourneaux à faible consommation, ce qui a permis à la politique du HCR en matière d'énergie de contribuer, au niveau national, à la planification de l'économie du bois de chauffage et à la conservation de l'énergie. Les programmes d'approvisionnement en eau et d'hygiène prévoient l'installation des systèmes de pompage de l'eau et aussi la formation des femmes pour en assurer l'exploitation et l'entretien.

139. Les rapports du HCR sur l'évaluation de l'impact de ces programmes sur les conditions socio-économiques de la femme africaine révèlent que l'unité de santé pour les réfugiés de cet organisme a beaucoup contribué à l'amélioration de la situation des femmes réfugiées en Somalie à travers son système d'alimentation complémentaire pour les femmes enceintes et les femmes qui allaitent. Les programmes d'autosuffisance alimentaire et les activités génératrices de revenus ont permis aux femmes réfugiées d'avoir des ressources supplémentaires. Les projets de reboisement et l'introduction des fourneaux à faible consommation ont également eu des conséquences considérables sur l'amélioration de l'environnement des pays d'accueil et sur la situation des femmes réfugiées.

140. Certes le HCR a déployé des efforts considérables en ce qui concerne les besoins spécifiques des femmes réfugiées et en particulier leur protection, mais beaucoup reste encore à faire. De nombreux rapports font encore état de multiples atteintes à leur sécurité, à leur dignité et à leur intégrité. Il s'agit notamment des agressions physiques, des viols, de l'exploitation et de la discrimination exercée sur la base du sexe. Dans la mise en oeuvre de ses programmes, le HCR est confronté aux graves problèmes tels que le manque de ressources et la pénurie de personnel féminin (dans les domaines de l'éducation et de l'enseignement notamment). Il faut citer aussi les barrières culturelles qui constituent un obstacle pour le personnel d'encadrement en ce qui concerne l'information et la communication avec les femmes réfugiées.

141. Dans le cadre de ses programmes à long terme, le HCR a mis au point un plan de travail détaillé dont l'objectif est l'intégration des besoins des femmes réfugiées dans ses grands projets de développement. La nécessité de systèmes nouveaux et améliorés de collecte des données et des données socio-économiques et démographiques se fait de plus en plus sentir pour le HCR dans ses efforts visant à associer les femmes à ses programmes. Sans données exactes, une planification effective et efficace pour l'ensemble des réfugiés, qui tient compte des âges et des sexes devient difficile, voire impossible. A cet égard, des dispositions ont été prises pour que le Bureau des statistiques du Département des affaires économiques et sociales internationales des Nations Unies prête assistance au HCR pour la collecte et la classification des données suivant les sexes et les âges.

142. Par ailleurs, le HCR se prépare actuellement à jouer un rôle de premier plan sur l'un des thèmes prioritaires, "la paix", lors de la trente-cinquième session de la Commission sur le statut de la femme, qui se tiendra à Vienne en 1991 et qui aura à examiner la question des femmes et des enfants réfugiés.



f) Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO)

143. Le Plan d'action pour l'intégration de la femme au développement rural, présenté à la vingt-quatrième Conférence de la FAO en novembre 1987, et approuvé par le Conseil de cette organisation en novembre 1988, constitue le principal instrument pour la mise en oeuvre des stratégies d'Arusha et des stratégies prospectives de Nairobi.

144. Dans le cadre des stratégies et conformément au mandat du Plan d'action de la FAO, les activités menées en Afrique se résument ainsi qu'il suit :

- i) Un projet financé par le PNUD a été élaboré récemment et intitulé "Amélioration de l'accès des femmes agriculteurs d'Afrique aux technologies appropriées". Le projet se propose de couvrir les pays ci-dessous au cours de sa première phase : Burkina Faso, Ghana, Sierra Leone, Tanzanie, Zambie et Zimbabwe. Son principal objectif est d'accroître la productivité agricole en définissant les besoins, en diffusant l'information et en instituant le transfert des technologies agricoles appropriées pour aider les femmes et leur permettre de participer efficacement aux grands projets agricoles et de développement rural.
- ii) La FAO a accordé une attention particulière à la ré-orientation et au renforcement du contenu des programmes de formation dans le domaine de l'enseignement ménager. Une publication sur les principes directeurs en matière d'élaboration des programmes de formation intitulée : "Les ménages des zones rurales, allocation et gestion des ressources" a été distribuée à des institutions sélectionnées d'Afrique et d'Asie, aux enseignants des universités et du second cycle du secondaire, et à ceux qui participent à la planification des programmes, à la recherche et aux opérations sur le terrain relatives à l'agriculture et au développement rural. Deux séminaires seront organisés en Afrique (Malawi et Nigéria) en 1989 pour examiner ces principes directeurs.

145. En juin 1988, la FAO a organisé une réunion du Groupe consultatif sur les activités concernant les femmes des zones rurales avec la participation du Lesotho, Malawi, Sierra Leone, Tanzanie et Zimbabwe. Les conclusions de cette réunion ont entraîné l'application des mesures suivantes : l'intégration des besoins des populations dans les projets en cours et en attente concernant les femmes dans le circuit de l'alimentation; l'élaboration de programmes régionaux et de projets de développement intégrés qui tiennent compte de la population, des femmes et de l'agriculture. L'appui technique et les services consultatifs ont été assurés par la Zambie et l'Ouganda.

146. En ce qui concerne le suivi et l'évaluation, la FAO a institué un système de codification permettant de voir dans quelles mesures les activités du programme régulier tiennent compte des femmes. Des mesures ont également été prises pour

créer une banque des données informatisée qui permettra de suivre tous les projets opérationnels entrepris dans ce domaine.

147. D'une manière générale, les activités menées par la FAO dans le cadre de la mise en oeuvre des stratégies d'Arusha et de Nairobi ont enregistré des résultats positifs dans plusieurs domaines. Il y a eu notamment, une meilleure connaissance et une plus grande sensibilisation sur la contribution et l'importance des femmes des zones rurales dans l'agriculture, la foresterie, la pêche et la sécurité alimentaire; un accroissement du nombre de projets et des ressources consacrés aux femmes des zones rurales; la mise au point d'approches conceptuelles et de solutions pratiques de rechange en ce qui concerne notamment : la sécurité alimentaire, la technologie, les femmes et la sécheresse, l'élargissement du crédit et des services de vulgarisation aux femmes des zones rurales; l'amélioration des principes directeurs et des listes de projets, et de leur application aux niveaux régional et national; le renforcement des institutions et organisations nationales des femmes.

148. En ce qui concerne les contraintes et les problèmes rencontrés, le rapport de la FAO révèle qu'en raison de la crise financière des dernières années, le personnel du service chargé des programmes des femmes par exemple, a été considérablement réduit, ce qui a entraîné une diminution de la capacité d'intervention de l'Organisation. Par conséquent, l'assistance technique accordée aux gouvernements pour la mise en oeuvre des programmes des femmes et pour élaborer une politique régionale sur les activités des femmes a été très limitée. Par ailleurs, seuls les projets en cours de réalisation ont bénéficié du soutien technique de la FAO.

149. En ce qui concerne les programmes à long terme et conformément au Plan d'action pour l'intégration de la femme au développement (1990-1995), les principaux objectifs de la FAO consisteront à : définir les besoins au niveau global en matière de recherche et mobiliser les ressources pour les activités des femmes dans le développement; étudier le rôle des femmes dans les politiques de développement et promouvoir leur épanouissement aux niveaux national et international; examiner et suivre les principaux changements survenus dans les activités des femmes dans le développement.

g) Organisation mondiale de la santé (OMS)

150. Après l'adoption des stratégies prospectives de Nairobi, l'OMS a, en dehors de ses programmes de santé visant également les hommes et les femmes, entrepris et mis au point des programmes d'activités ayant pour objectif spécifique, l'amélioration de la santé des femmes.

151. Par exemple, son programme de santé maternelle et infantile, y compris la planification familiale, examine les besoins des femmes par une approche intégrée qui a pour objectif : veiller à ce que les femmes enceintes reçoivent les soins prénatals appropriés et qu'elles puissent accéder aux services d'obstétrique-gynécologie dispensés par un personnel médical compétent; veiller à ce que la plupart des accouchements se déroulent sous la supervision d'un personnel médical qualifié dans ce domaine; que les infrastructures sanitaires dispensent les services

de planification familiale et que des mesures intersectorielles soient prises pour promouvoir le rôle de la femme et améliorer sa condition.

152. En février 1987, une conférence internationale sur la maternité sans risque, organisée conjointement par le FNUAP, l'OMS et la Banque mondiale, s'est tenue à Nairobi. Des stratégies intersectorielles à long terme ont été formulées en vue de l'amélioration de la santé et de la condition sociale des femmes et des filles, et une mesure a été adoptée pour le renforcement dans l'immédiat des programmes de santé maternelle et de planification familiale. A cet égard, l'OMS a, en collaboration avec les autres parties intéressées, mené les activités suivantes dans le domaine de la maternité sans risque : contribution aux ateliers régionaux et nationaux organisés à l'intention des planificateurs, des décideurs et des organisations des femmes; formation du personnel médical de diverses catégories; recherche.

153. Pour assurer une bonne protection de la santé des jeunes et pour encourager la maternité après la maturité, des stratégies axées sur le changement des mentalités sont actuellement formulées et mises en oeuvre pour mieux sensibiliser les gouvernements et les autres secteurs, et accroître leur participation à la campagne contre les grossesses des adolescentes. Par ailleurs, il y a eu une expansion des recherches effectuées par les services de santé en vue de faciliter une meilleure utilisation des services de planification familiale et de soins post-natals.

154. En ce qui concerne la santé et la nutrition des femmes, l'OMS n'a cessé de déployer des efforts pour améliorer les conditions sanitaires, alléger leurs corvées, promouvoir et renforcer les mesures sociales ayant pour objectifs de les aider dans l'accomplissement de leurs multiples rôles. Le programme commun de soutien à la nutrition OMS/UNICEF est axé sur les besoins spécifiques des femmes et de ceux qui dépendent d'elles. Des mesures sont actuellement prises pour promouvoir la sécurité alimentaire des ménages et l'amélioration de l'accès des femmes aux ressources et à la gestion de ces ressources. Dans l'ensemble, l'OMS continue à encourager la participation effective des femmes au développement et à la réalisation de l'objectif santé pour tous.

## VIII. CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS

155. Au cours des dernières années, on a accordé une importance sans cesse croissante au rôle de la femme dans le développement. Les gouvernements nationaux, organisations internationales et non gouvernementales, les institutions nationales, sous-régionales et régionales et autres ont commencé à insister sur la nécessité d'associer les femmes à l'élaboration et à la mise en oeuvre des programmes de développement, afin qu'elles puissent participer plus activement et plus efficacement aux activités économiques, sociales, politiques et culturelles.

156. Deuxièmement, les changements que connaissent tous les pays en développement entraînent un changement rapide de la condition des femmes, mais un changement qui n'est pas toujours pour le mieux. Par exemple, en dépit de l'importance du rôle qu'elles jouent dans l'agriculture et le commerce, et de leur entrée dans le marché du travail du secteur structuré de nombreux pays, les femmes ne jouissent pas de la même sécurité économique que les hommes. Cela est dû en partie au fait que leur accès aux moyens de production comme par exemple les terres, est encore limité.

157. La question de l'intégration de la femme dans le développement est un processus de longue haleine qui implique des changements de mentalités et d'attitudes. Le fait que les pays africains soient prêts à entreprendre cette transformation est un signe positif pour l'avenir.

158. Il ressort de la présente étude que dans la mise en oeuvre des stratégies d'Arusha et de Nairobi, on a enregistré quelques résultats positifs, bien qu'à un rythme lent. Dans le domaine du développement, les récentes données provenant de l'Organisation internationale du Travail et autres sources, sur la participation des femmes dans la main-d'oeuvre montrent qu'il y a eu, au cours des dernières années, un accroissement spectaculaire du nombre des femmes ayant un emploi. Cependant, en dépit de ces gains indiscutables sur le marché du travail, les femmes représentent encore une très grande proportion des sans-emplois et celles qui réussissent à trouver du travail font face à des difficultés particulières. Pour encourager la participation des femmes dans le secteur de l'emploi, il faudrait :

- i) Accroître les possibilités de formation diversifiée pour permettre aux femmes d'acquérir le savoir-faire dont elles ont besoin pour entrer dans le secteur informel;
- ii) Améliorer les conditions de travail des femmes du secteur informel en accordant une attention particulière aux aspects suivants : la reconstruction des infrastructures; l'eau et l'hygiène; l'accès aux facteurs de production comme le crédit, la commercialisation, le traitement des aliments et la formation;
- iii) Elaborer les politiques et reformer les lois afin de permettre aux femmes de travailler dans le secteur informel ou d'entreprendre d'autres activités génératrices de revenus.

159. En ce qui concerne l'éducation et la formation, on a observé un accroissement du nombre de filles scolarisées à tous les niveaux. Mais en dépit de cette légère amélioration de la participation des filles, le bas niveau d'alphabétisation demeure le principal obstacle à la pleine intégration des femmes dans le processus de développement. L'éducation constitue la base à partir de laquelle s'opèrent les changements de mortalité dans la société. Les changements qu'exige l'éducation des femmes doivent être considérés comme un moyen de leur faciliter l'accès à l'emploi, de les faire participer à la vie politique et économique au même titre que les hommes. A cet effet, les gouvernements et les organisations internationales devront notamment accorder des bourses pour la formation des filles et des femmes dans les secteurs prioritaires du développement national.

160. Un autre fait marquant souligné dans l'étude a été la faible participation des femmes à la prise de décisions économiques, à la gestion et à la vie politique. On ne saurait trop insister sur la pleine participation des femmes, au même titre que les hommes, à la prise de décisions. Les mesures destinées à promouvoir l'intégration des femmes dans le développement ne peuvent avoir des résultats positifs si on n'associe les femmes à leur mise en oeuvre. De la même manière, ces mesures ne peuvent être l'objet d'une application réaliste si les femmes n'y prennent une part active. Il faudrait examiner les divers aspects et les conséquences de la participation des femmes à la prise de décisions, afin d'en identifier les obstacles et de mettre au point les stratégies permettant de les surmonter.

161. Il y a eu aussi un changement d'approche en ce qui concerne la programmation des activités des femmes dans le développement. Aujourd'hui, le terme consacré dans ce domaine est "programmation intégrée". Plusieurs agences de développement, y compris les institutions spécialisées des Nations Unies, ont désormais adopté l'approche intégrée en ce qui concerne les programmes des femmes. Les principaux organismes qui ont entrepris des programmes intégrés en faveur de la femme dans le développement sont : UNICEF, PNUD, FNUAP et la Banque mondiale. L'UNICEF par exemple a adopté une définition élargie qui couvre non seulement les fonctions de la femme en tant que nourrice et procréatrice, mais qui inclut également ses besoins et ses multiples responsabilités en tant qu'agent économique, productrice d'aliments et leader communautaire. L'UNICEF met l'accent sur les programmes qui présentent des avantages synergiques pour le bien-être des femmes et des enfants et reconnaît que le fait d'améliorer la condition sociale et les possibilités économiques des femmes, d'accroître leur accès aux ressources financières, a des répercussions positives énormes sur la santé des enfants et sur la société en général.

162. A la Banque mondiale la Division "Femmes et développement" assure l'intégration des projets des femmes en combinant les actions concrètes avec les mesures politiques, tandis que l'exécution des activités est confiée aux départements régionaux. En avril 1987, le PNUD a créé une division "Femmes et développement" dans son Bureau de programme, politique et évaluation. Cette division est chargée d'intégrer les projets de développement des femmes dans les programmes du PNUD. L'objectif ultime de cette approche est d'intégrer les activités de développement des femmes dans tous les aspects de l'aide au développement. Pour assurer aux stratégies intégrées et intermédiaires toute leur

efficacité, il faudrait que l'importance de la variable femme soit généralement reconnue et que cette reconnaissance se traduise en actions concrètes, par exemple, par une stratégie de mise en oeuvre bien élaborée et appuyée par les plus hautes instances des agences d'aide au développement et des gouvernements<sup>45</sup>.

163. Considérant les objectifs à long terme de la Décennie des Nations Unies pour la femme : Egalité, développement et paix, la plupart des activités menées et actuellement entreprises en vue de la mise en oeuvre des stratégies d'Arusha relèvent du domaine du développement. En ce qui concerne l'égalité, des mécanismes nationaux et autres structures ont certes été mis en place, mais beaucoup reste à faire. Ces mécanismes nationaux ont besoin d'être renforcés pour jouer efficacement leur rôle. Deuxièmement pour que ces mécanismes nationaux puissent intervenir efficacement dans la formulation des politiques, il faudrait qu'ils soient placés dans la structure la plus puissante du gouvernement, par exemple, à la Présidence de la République ou dans les services du Premier Ministre, aux ministères des finances ou de la planification économique. Troisièmement, il faudrait allouer suffisamment de ressources humaines et financières aux projets des femmes. Dans le secteur de l'emploi, les professions dans lesquelles sont concentrées la plupart des femmes ne sont pas les mêmes que celles où exercent la plupart des hommes, d'où la difficulté d'établir la "base égale" de la rémunération égale. En raison de leur accès limité à l'éducation et à la formation, les qualifications professionnelles des femmes demeurent bien faibles. Dans les zones rurales, les femmes n'ont pas accès au même titre que les hommes aux terres, à l'éducation, à la technologie, à la formation, aux services de vulgarisation, au crédit et aux autres ressources. Des mesures devront être prises pour promouvoir l'égalité, car il n'y aura pas d'égalité tant que les femmes n'auront pas le même accès que les hommes à toutes ces facilités. Pour ce qui est de la paix, les activités menées dans ce domaine sont généralement entreprises au niveau du gouvernement national où les femmes ont une très faible participation.

164. Il faudrait mettre un accent particulier sur l'interdépendance qui existe entre les activités de développement sectoriel et l'égalité; il faudrait par conséquent donner une définition plus précise de ces activités, conformément aux stratégies d'Arusha et de Nairobi. Il faudrait en outre effectuer une analyse plus approfondie en vue d'une évaluation de la mise en oeuvre des stratégies d'Arusha et du rôle des mécanismes nationaux dans ce processus. Pour assurer l'efficacité de la mise en oeuvre, il faudrait, par un renforcement des dispositifs actuels, améliorer la formulation des politiques globales, les fonctions de suivi de tous les organismes et organisations concernés, et assurer aussi une plus grande collaboration ou échange d'informations par l'intermédiaire des réseaux existants.

165. Compte tenu des difficultés rencontrées par certains Etats membres et autres institutions dans la mise en oeuvre des stratégies, il serait utile pour les décideurs africains de créer un forum, d'identifier les problèmes et de définir des objectifs réalisables et réalistes pour leur région, en se basant sur les réalités du développement socio-économique de l'Afrique. Ce dispositif est indispensable, car

---

<sup>45</sup> Kristen Timothy-Lankester: Through the Gender Lens: Reaching Women in Development Assistance. Equal Time, november 1988.

sans lui, nous aurons encore, d'ici une autre décennie, à donner d'autres justifications pour la non-réalisation des stratégies en invoquant les motifs suivants : l'absence des qualifications professionnelles pour l'intégration des questions des femmes dans les plans et programmes de développement; le fait que certains emplois stéréotypés sont réservés exclusivement aux femmes; le fait que les femmes ne sont pas associées à la planification au niveau des décideurs; l'absence des données fiables sur les femmes, notamment l'absence des études sur les femmes et les attitudes sociales vis-à-vis de la fécondité; des études sur les effets à long terme sur les femmes, des projets et autres programmes de développement en faveur des femmes<sup>46</sup>. La promotion de la femme est un sujet qui mérite notre sérieux et qui doit être considéré comme une question d'intérêt général et non pas seulement de femme, car après tout, c'est la seule forme de progrès profitable à tous.

---

<sup>46</sup> FNUAP, International Forum on Population Policies in Development Planning. Population Policies in Development Planning: An Information Note from UNFPA - Mexico City: 1987. (Doc. No. M/WD/E/11) para. 45.